

**NOUVELLES**

**CSN**

Numéro 379

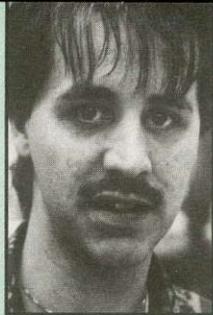
27 mai  
1994



**Bilan du 57e Congrès de la CSN**

**«Un congrès de substance»**

— Gérald Larose



6

### Mon premier congrès

La première fois, c'est toujours spécial, et on s'en souvient longtemps. Extraits du journal quotidien d'une «p'tite nouvelle» durant le 57e Congrès de la CSN.



8

### Le partenariat employeur/syndicat: éden ou chausse-trappe?

Comme dans toute relation impliquant des êtres humains, la clé du succès se résume en un mot: le respect.



10

### Après l'apartheid, les défis syndicaux

De quoi seront faits les rapports entre l'ANC et la centrale syndicale COSATU qui, après avoir longtemps combattu l'apartheid à ses côtés, lui a fourni 27 députés?



12

### Toutes petites, mais dérangeantes!

Au grand dam de Daniel Johnson, les travailleuses en garderies avaient aussi la vocation de la lutte syndicale...



14

### Pour le bon mobile

Comment un travailleur inventif a réussi à enrayer le fléau des maux de dos à l'usine Monterey de Drummondville.

Numéro

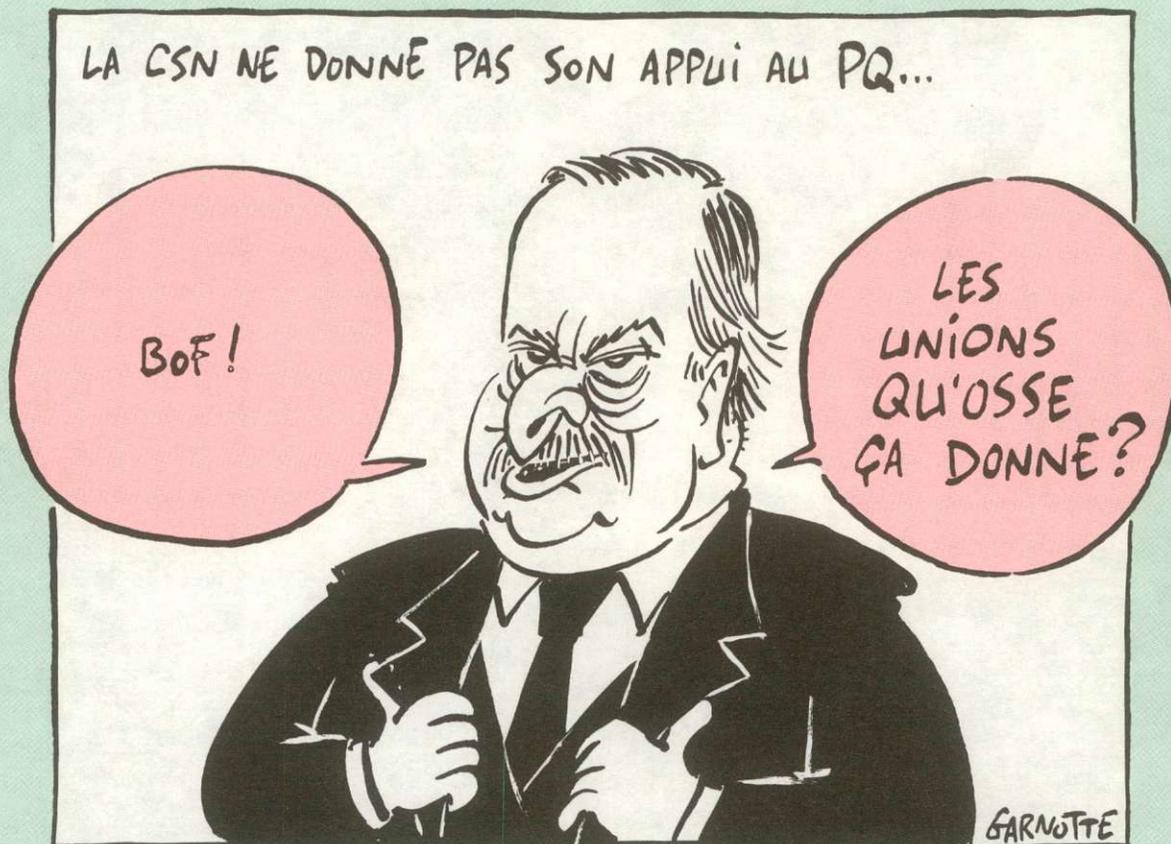
# 379

**NOUVELLES CSN** est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Publié à tous les quinze jours, il est tiré à 27,000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec, à raison d'un exemplaire par dix membres, en principe.

Pour modifier le nombre d'exemplaires reçus:

**CSN distribution**  
1601, avenue de Lorimier  
Montréal  
H2K 4M5.  
(514) 598-2233

**Rédaction:**  
514-598-2159  
**Renseignements**  
(numéro central de la CSN):  
514-598-2121



**Coordination**  
Jean-Pierre Paré

**Rédaction**  
Michel Crête  
Henri Jalbert  
Thérèse Jean  
Maroussia Kishka  
Marc Laforge  
Luc Latraverse  
Lucie Laurin  
Jean-Pierre Paré  
Jacinthe Pilon  
Michel Rioux  
Jacqueline Rodrigue

**Collaborations**  
Jacques Guay  
Michel Tremblay  
Clément Trudel  
Pierre Vadeboncoeur

**Conception graphique**  
Jean Gladu

**Mise en page informatique**  
Jean Gladu  
Sophie Marcoux  
Jean-Pierre Paré

**Photographes**  
Alain Chagnon  
Michel Giroux

**Caricaturiste**  
Garnotte

**Impression**  
Les travailleurs et travailleuses syndiqués CSN de L'Imprimerie L'Éclaireur de Beauceville

Les syndicats ont l'autorisation (et notre encouragement) de reproduire le contenu de **NOUVELLES CSN** dans leur journal.

# «Un congrès de substance»

— Gérald Larose

Par Thérèse Jean

Nous disons souvent que le congrès est la grande assemblée générale des syndicats de la CSN. Avec raison. Autorité souveraine de la centrale, le congrès est la voix des syndicats. Du 9 mai au 14 mai, 1677 délégués provenant de 1212 syndicats ont participé au 57e Congrès, qui se tenait au Palais des Congrès de Montréal. Ces militantes et ces militants, délégués de leur syndicat, ont débattu, exprimé leur point de vue et décidé ensemble des orientations de leur organisation. Pour le président de la CSN, Gérald Larose, qui s'est vu confier un septième mandat à la tête de la CSN, «le 57e Congrès a été un congrès de substance, non seulement pour notre organisation, mais aussi pour l'ensemble de la société. Nous avons démontré que l'emploi n'est pas l'apanage exclusif du mouvement syndical, mais une responsabilité collective qui fait en sorte que les solutions pour développer l'emploi appartiennent à tous les acteurs socio-économiques.»



Réunis pour une «photo officielle», les membres du nouvel exécutif de la CSN: Roger Valois, 2e vice-président; Pierre Paquette, secrétaire général; Marc Laviolette, 3e vice-président; Gérald Larose, président; Léopold Beaulieu, trésorier; et Claudette Carbonneau, 1ère vice-présidente.

**S**e déroulant sous le thème «Le travail autrement...Un choix de solidarités», le 57e Congrès plaçait l'emploi au coeur des débats, au coeur du coeur des priorités. L'adoption d'une stratégie globale de l'emploi marque donc une volonté très ferme de la part des syndicats dans tous les secteurs d'activités, tant du secteur public que du secteur privé, d'aller de l'avant avec un ensemble de mesures pour soutenir et développer des emplois de qualité. Les débats qui ont porté sur la réduction du temps de travail, un des éléments de

cette stratégie globale de l'emploi, reflètent cette volonté syndicale de forcer un virage radical, comme société, afin que soit réhabilitée toute la dimension sociale de l'emploi.

«Ce fut un débat exceptionnel, note Gérald Larose. Un débat qui a fait ressortir différents points de vue, ce qui montre au fond que toute la question de la réduction du temps de travail ne peut pas se traiter de façon mécanique.» Au sortir de ce congrès, aucun doute ne peut être entretenu. La réduction du temps de travail doit s'insérer dans une stratégie

globale de l'emploi et viser une compensation du pouvoir d'achat et s'ajuster aux différentes réalités. «En fait, précise Gérald Larose, tout le débat mené au congrès montre aussi que le mouvement syndical est là pour lier la solidarité syndicale à la solidarité sociale.»

L'importance de réunir les conditions nécessaires pour faire de l'emploi le fil conducteur de la solidarité sociale à rebâtir a donné lieu au renforcement de la proposition amenant la CSN, la FTQ et la CEQ à travailler ensemble cette question dans leur organisation respective.

En effet, on souhaite que cette coalition syndicale s'élargisse aux groupes populaires et qu'elle fasse pression auprès du gouvernement pour qu'il légifère sur des mesures dissuasives qui réduiraient au minimum le temps supplémentaire et qui contrediraient la transformation des congés dus en rémunération supplémentaire.

La CSN sort du 57e Congrès forte d'une position largement partagée à l'intérieur de ses rangs. «On doit certainement retenir que le 57e Congrès est allé au bout de sa réflexion, commente le président de la CSN. D'abord en faisant sienne la stratégie globale de l'emploi, à l'intérieur de laquelle on retrouve des mesures



Le travail de congressiste, en atelier comme en plénière, c'est du sérieux!

pour concrétiser la réduction du temps de travail, le 57<sup>e</sup> Congrès a très clairement orienté le travail que nous aurons à mener. Puis, le congrès a aussi posé un regard sur l'organisation des ressources à l'intérieur

du mouvement. À ce sujet, on sent une obligation de résultat. Les syndicats veulent que le mouvement statue et fasse un saut qualitatif. Bref, on souhaite que le congrès spécial qui se tiendra en février 1995, ex-

clusivement sur cette question, s'assoit sur des propositions substantielles. Enfin, conclut Gérard Larose, il faut retenir également que dans la présente récession, le congrès a vu à l'adoption d'un budget qui,

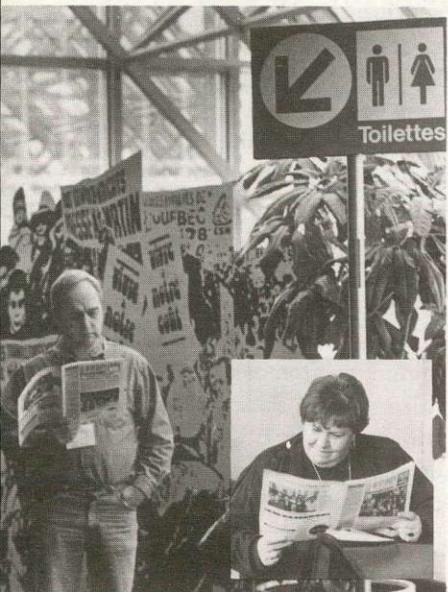
sans compromettre la mission ainsi que l'ensemble des responsabilités et obligations du mouvement, en resserre le fonctionnement.»



Marc Laviolette, président du syndicat d'Expro et vice-président de la Fédération de la métallurgie, a été élu vice-président de la CSN en remplacement de Céline Lamontagne, qui occupait le poste depuis 1986. On le voit ici recevant les félicitations de Gérard Larose, au moment de l'annonce de son élection. Le président de la CSN a lui-même été réélu, par une très forte majorité, contre le candidat Réjean Fleury.



Les délégué-es se sont déplacés, le 11 mai, pour manifester devant les bureaux montréalais du premier ministre contre le projet de loi 116 modifiant le Code du travail. *La paix sociale, ça ne s'impose pas, M. Johnson. La paix sociale, ça se négocie*, a déclaré le vice-président Roger Valois à cette occasion.



Tous les endroits, toutes les circonstances sont de mise pour lire le *Quotidien du congrès*. «*Matin! Quel journal!*», se sont exclamé en chœur les congressistes à la culture bédéenne (bédéesque?) étendue, dont évidemment la présidente de la FEESP Ginette Guérin...



Sûrement un des moments les plus forts, les plus touchants du congrès, celui où les travailleurs et travailleuses en lutte actuellement, ou qui l'ont été durant les deux dernières années, montent sur l'estrade sous les applaudissements et les témoignages de solidarité des congressistes.

# Incantation et cadeaux aux p'tits amis du régime

Paniqués par la perspective de perdre bientôt le pouvoir, les libéraux poussent à fond sur l'accélérateur du néolibéralisme anti-social.

Par Thérèse Jean

**Mesures de soutien à la famille, réduction d'impôt, diminution de la taxe de vente. Électoraliste, le dernier budget du ministre des Finances André Bourbeau? En apparence, peut-être. Mais les couches de vernis ne sont pas nombreuses, et le vernis craque de toutes parts.**

**P**our le président de la CSN, Gérald Larose, ce n'est pas tant l'aspect électoraliste qui est le point le plus marquant de ce budget qu'*«une volonté très nette des libéraux, en s'attaquant aux biens collectifs, de passer à une vitesse supérieure dans la production de politiques néolibérales.»*

Le budget, présenté par celui qui, dans le gouvernement Bourassa, sous le couvert d'une réforme de l'aide sociale, a serré la vis aux assistés sociaux, est en parfaite continuité avec les politiques néolibérales des dernières années. D'abord, des attaques répétées à l'endroit des secteurs public et parapublic, par des coupures dans les

effectifs et des compressions additionnelles de \$520 millions, ce qui porte le total des compressions budgétaires à \$2,1 milliards, un niveau encore jamais atteint. Aucune augmentation de la masse salariale pour les prochaines années, ce qui, à toutes fins pratiques, signifierait le gel des salaires. Pour les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux et pour la sécurité du revenu, les enveloppes budgétaires seront gelées à leur niveau actuel (94-95), soit une croissance maximum de 1% par année tant et aussi longtemps que le déficit ne sera pas ramené à zéro. Les enveloppes des autres ministères

sont réduites d'au moins 5% par année.

## 49 fois pour rien

Alors que Daniel Johnson, à l'occasion de son premier discours du Trône, a prononcé 49 fois le mot «emploi» pour bien faire comprendre que cette question était la priorité numéro un de son gouvernement, le budget ne contient pratiquement rien à ce chapitre. Il nous renvoie au plan de relance du ministre Gérald Tremblay d'il y a quelques mois. Ce qui fait dire à Gérald Larose que les libéraux ajustent leur discours pour faire de la place à la compassion, mais c'est un discours creux, de l'incantation, car les décisions que prennent les libéraux ne vont pas dans le sens de la création d'emploi. *«Les libéraux, insiste-t-il, sont passés à un stade supérieur des politiques néolibérales. L'accélération de la privatisation de certaines sociétés telles Rexfor, la SAQ, la Société immobilière, la Société qué-*

*bécoise d'initiatives agro-alimentaires, la Société générale de financement est une opération catastrophique où on dilapide nos biens collectifs au profit des amis du régime.»*

Quant à la baisse d'impôt de \$500 millions pour les particuliers, il faut rappeler que le dernier budget avait introduit des hausses substantielles du fardeau fiscal des particuliers, surtout de la classe moyenne, hausses qui sont récurrentes et qui se traduiront en 94-95 par une hausse du fardeau fiscal de \$1,25 milliard. Le gouvernement Johnson ne fait donc pas de cadeau. C'est plutôt le contraire. Même en annonçant une baisse du fardeau fiscal de \$500 millions, le résultat net sera une hausse du fardeau fiscal de \$750 millions en 94-95 pour les particuliers.

Charmés par ce budget, les Québécoises et Québécois? Un sondage SOM-*Le Soleil*, tenu entre le 16 et 20 mai, indique qu'ils font une lecture critique du budget. 60% d'entre eux croient qu'il ne favorise pas la relance économique. Satisfaits du gouvernement Johnson? Ce même sondage montre que l'écart entre les libéraux et les péquistes s'élargit de six points en faveur du Parti québécois. Si des élections avaient eu lieu au moment du sondage, 47% des Québécoises et des Québécois auraient voté pour le PQ, contre 41% pour le PLQ.

Le ministre des Finances André Bourbeau prononçant son discours (télévisé) du budget à l'Assemblée nationale, le 12 mai.



# Mon premier congrès

La première fois, c'est toujours spécial, et on s'en souvient longtemps.  
Extraits du journal quotidien d'une «p'tite nouvelle».

Par Jacinthe Pilon

## Jour 1

**L**es nouveaux? On nous identifie facilement. On étudie le contenu de notre valise à proximité de la salle où une session d'information nous sera offerte avant le début du congrès.

On y apprend que nous, les néophytes, représentons 60% des congressistes. L'un de nos formateurs se fait rassurant. — Vous êtes majoritaires. Faut pas que vous soyiez complexés. Vous venez d'un peu partout au Québec pour prendre des décisions qui n'appartiennent pas seulement aux habitués. Votre participation est importante, profitez-en pour vous informer. Il n'y a pas de questions niaiseuses!

On se croirait quasiment à une conférence de Jean-Marc Chaput.

...

Fiou...Pauvre Gérald. Un seul petit verre d'eau à boire alors qu'il doit lire, sans interruption, un document de 50 pages: le rapport du comité exécutif. Une chance qu'il a du talent pour la lecture. C'est long... Le contenu est super intéressant, les enjeux sont des plus importants, mais un rap-

port, c'est un rapport...

Dans l'après-midi, les congressistes, beaucoup d'anciens, se font plus nombreux dans les corridors pendant que l'on parle finances en plénière. D'ailleurs, à chaque fois que je dois me rendre au petit coin, je m'étonne du nombre de délégués, beaucoup d'anciens, qui se tiennent dans les corridors. Il y a de l'activité par là! Une vraie ruche.

## Jour 2

**C'**est du sérieux. En ateliers, nous amorçons les discussions, en petits groupes, sur le préambule et la première proposition portant sur les mesures pour éviter des mises à pied. À ma table, les conversations tournent autour de la réduction du temps de travail. La plupart ont des réserves.

— Moi, je suis un enseignant. On a déjà des problèmes de

La grosse crainte: subir une baisse du pouvoir d'achat. Ainsi, lorsque vient le temps de présenter des amendements, une déléguée d'un syndicat FAS se prononce contre la réduction du temps de travail, à moins d'obtenir «une pleine compensation financière».

— Chez nous, ceux qui ont de l'ancienneté ne sont pas prêts à partager leur temps de travail si cela entraîne une diminution de salaire. Est-ce que la CSN va nous faire subir une perte économique? Est-ce qu'on va perdre des droits? Et notre statut? Est-ce qu'on va devenir des employés à temps partiel?

Ces questions, précédées de



propos alarmistes, font ressortir l'immense besoin d'information.

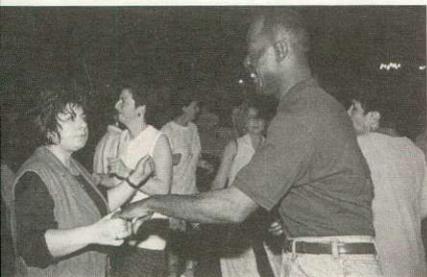
Que l'on soit bas salarié ou haut salarié, qu'on provienne d'une grosse ou d'une petite boîte, qu'on travaille dans le secteur public ou privé, les situations divergent. Il en va de même des points de vue. Il y a ceux pour qui le fait de disposer d'un peu plus de temps représenterait une valeur; ceux qui espèrent seulement faire un peu moins de temps supplémentaire, avant de penser à réclamer une réduction du temps de travail; et d'autres, à statut précaire, pour qui le fait de travailler moins constituerait une aberration mentale.

surtâche à cause des coupures de personnel. Est-ce qu'on va être obligés de faire en quatre jours ce qu'on fait habituellement en cinq jours?

Bonne question! Dans plusieurs milieux de travail, ceux qui sont absents ne sont pas remplacés.

— Dans le secteur de la santé, c'est pareil. Si le partage du temps de travail se traduit par une augmentation de la tâche, ou une baisse de revenus, c'est le désastre.





Notre p'tite nouvelle «en pleine action» au party du congrès...

Je pense que c'est évident qu'on ne demandera pas aux précaires d'être encore plus précaires. On n'est pas «maso». Enfin, quelqu'un ramène les choses à leur vrai niveau:

— Au congrès de la CSN, on vote sur les grands alignements, les grands principes. On est pas ici pour régler chacun de nos petits problèmes, négocier nos conventions collectives et tout ramener à notre réalité au niveau local.

C'est tout à fait ce à quoi je pensais et elle aurait pu ajouter que certains congressistes semblent bien individualistes. Tu as beau être syndiqué et promouvoir la so-so-so solidarité, mais dans la vraie vie...

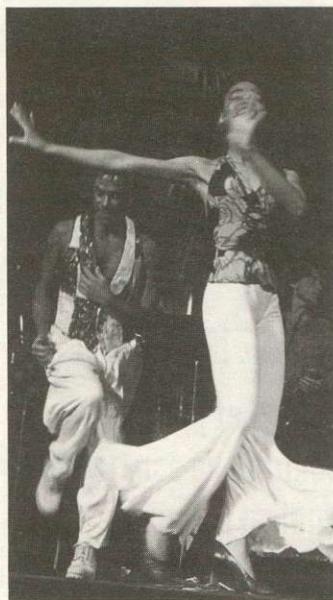
### Jour 3

**S**i le travail à temps partagé est présenté dans le cadre du congrès comme l'une des multiples mesures pour créer de l'emploi, la réduction de la semaine de travail, qui ne se ferait pas «sur une base volontaire» et «sans compensation financière», tourne à l'obsession pour certains congressistes. J'ai l'impression qu'on tourne en rond.

Maudit qu'il y en a qui ont la tête dure! Ils se braquent sur l'idée que la réduction du temps de travail passe nécessairement par une réduction des heures de travail alors que les autres possibilités sont multiples: retraites anticipées, congés de toutes les sortes, vacances prolongées, etc. Dans ce contexte, la compensation financière comme pré-requis devient un carcan, soulignent d'autres intervenants.

### Jour 4

**S**uper!, hier soir, le spectacle de musique et de danse multiethniques. Il y avait du

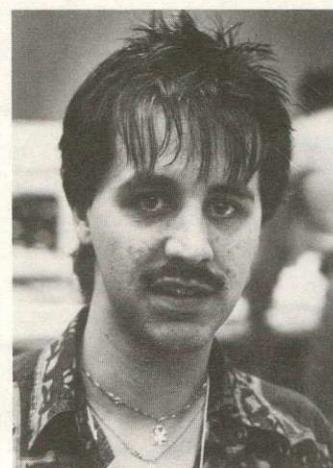


ben beau monde...Mais je suis partie de bonne heure. Je voulais être en forme pour le congrès. C'est vrai. J'te cré pas. C'est vrai. J'te cré pas...

Aujourd'hui, ce qui m'a accrochée, c'est la proposition sur les structures de la CSN. Avec toutes les informations que Gérald a données en introduction, une intervention qui a duré une heure et demie, je me dis: on n'est pas sortis du bois! C'est un sujet complexe qui va susciter de nombreuses questions. Comme de fait.

Des délégués réclament un débat large sur la pertinence de maintenir la triple affiliation de leur syndicat local avant de se prononcer sur la proposition des structures.

J'en parle à Daniel Lemire, un petit nouveau lui aussi, pré-



Daniel Lemire

sident d'un syndicat à Sherbrooke, avec qui je viens de faire connaissance.

— J'estime que je ne possède pas toutes les informations nécessaires pour prendre des décisions au nom des membres de mon syndicat sur des sujets aussi complexes que les structures ou encore la réduction du temps de travail. On devrait fournir aux nouveaux délégués un document leur permettant de se mettre à jour sur les sujets qui ont déjà fait l'objet de débats. On en perd des bouts.

Plusieurs délégués, qui soulignent en être à leur premier congrès, se présentent au micro pour réclamer des explications sur la question. Certains proposent des amendements. Cela demande beaucoup de courage. Il y en a qui ont admis que «le coeur leur battait très fort». Peu importe leur position, ils ont du mérite.

### Jour 5

**Q**uel moment excitant que celui où le président des élections est sur le point d'annoncer les résultats du vote!

Pour la présidence: aucune surprise. Réjean Fleury n'avait aucune chance de l'emporter et tout le monde le savait.

Quant à la troisième vice-présidence, les rumeurs de coulisses prédisaient une chaude lutte entre Marc Laviolette et Céline Lamontagne. C'est le premier qui l'a emporté.

Autre événement marquant de la journée: l'adoption de la proposition sur les structures. Le vrai débat va pouvoir maintenant s'enclencher en prévision du congrès spécial de février 1995.

### Jour 6

**F**inalement, les délégués optent pour le principe de la réduction du temps de travail «tout en visant la compensation du pouvoir d'achat». Un beau compromis qui rassure ceux qui ont peur de se tirer dans le pied. Ce débat a donné lieu à des interventions fort intéressantes, particulièrement celle d'un jeune.

— Moi, je suis de la FAS. Quand je suis parti de chez nous, je voulais la réduction du temps de travail avec pleine compensation. Maintenant, je réalise que ma proposition va empêcher d'autres personnes qui sont intéressées par cette mesure de faire leur chemin. Au cours du congrès, j'ai pris conscience qu'il y a plusieurs façons de réduire le temps de travail et que personne n'est obligé de le faire. Il ne faut pas se barrer les jambes.

Je suis fière de lui. Fière de sa capacité de se remettre en question, de la solidarité dont il fait preuve et de son sens de la démocratie. Ouais...c'est un mouvement qui a de l'avenir.



Claudette Carbonneau, Léopold Beaulieu, Roger Valois et Pierre Paquette ont été réélus sans opposition.

# Le partenariat employeur/syndicat: éden ou chausse-trappe?

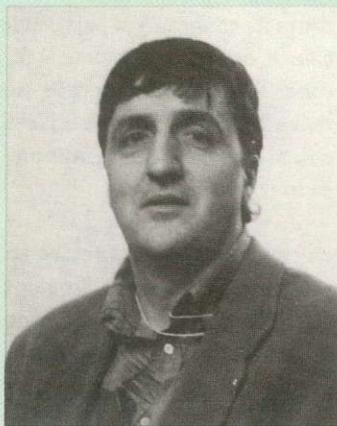
Comme dans toute relation impliquant des êtres humains, la clé du succès se résume en un mot: le respect.

Par Maroussia Kishka et Luc Latraverse

**Gagnant, gagnant. Est-ce que ça se peut, entre syndiqués et patrons? Les nouvelles approches syndicales pour prendre le contrôle de son travail et partager une vision commune de l'entreprise entre syndicat et employeur, ce n'est pas évident a priori. Cependant, quand on y a goûté, on en redemande. Mais, dans tous les cas, il faut se battre pour y arriver.**

**E**n général, ce qui amène les syndicats à revoir de fond en comble les relations de travail, c'est la situation précaire de leur entreprise.

«En 1990 on était au bord de la faillite», explique Gilles Papillon, président du syndicat



Gilles Papillon

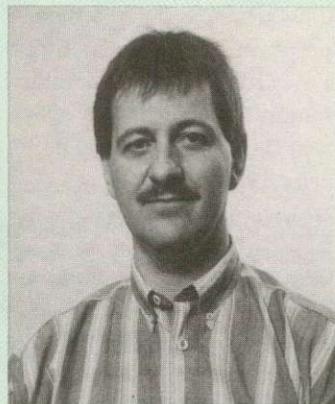
de la papetière Domtar de Donnacona. Plus rien ne marchait. Les travailleurs ont voté la grève à 94%. Huit mois plus tard, ils ont accepté, dans une même proportion, une entente avec l'employeur pour travailler ensemble.

«Cela ne fut pas facile de l'amener à s'asseoir pour partager des objectifs communs. Quelques mois auparavant, on avait défoncé la porte de son bureau devant les caméras de télévision. Il a fallu, d'une part, con-

vaincre notre monde qui voulait tout casser et d'autre part, convaincre notre petit boss local d'aller dire à ses grands boss qu'on pouvait améliorer la productivité et faire marcher l'usine pour qu'elle soit rentable. La direction et les travailleurs avaient le choix: ou travailler ensemble, ou continuer à se confronter. Le syndicat a jugé que les parties avaient plus de chance de s'en sortir en travaillant ensemble.»

### **Pas facile, changer son fusil d'épaule!**

«Pendant 50 ans, chez nous, les boss décidaient et les travailleurs exécutaient. Ça ne se

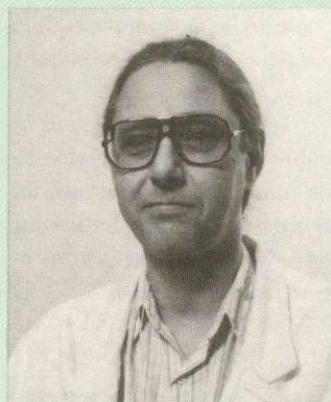


Bertrand Harvey

change pas comme ça. Pour que nos membres acceptent de parler de partenariat, ça pre-

nait une situation précaire, raconte Bertrand Harvey, président du syndicat de la papetière Abitibi-Price d'Alma. Il fallait aussi que les patrons qui avaient une vieille mentalité soient changés et qu'ils réduisent le nombre de paliers dans la hiérarchie de l'entreprise.»

Richard Malette, un tra-



Richard Malette

vailleur d'Expro, à Valleyfield, où les syndiqués viennent de conclure un contrat social de six ans, de fonder une coopérative d'actionnaires et d'investir \$1,2 million de leur poche dans l'entreprise pour en empêcher la fermeture, explique que progressivement, son syndicat est passé d'une stratégie d'affrontement à l'offensive, d'abord en santé-sécurité et sur

les changements technologiques puis, lorsque le marché de l'armement s'est affaïssé, il a élargi son champ d'intervention pour détenir des leviers lui permettant d'assurer la survie de l'usine.

«Ça m'a écoeuré que le gouvernement ait exigé une diminution de salaire pour vous aider», lui dit Bertrand Harvey.

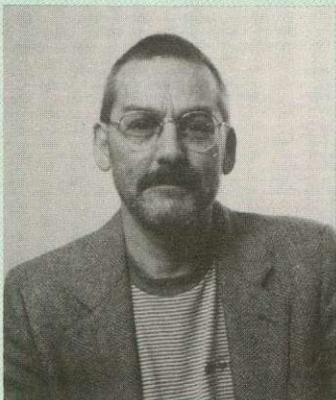
«Oui, ce sont des concessions salariales mais on a compris que dans le contexte, on ne pouvait plus augmenter la masse salariale, répond-il. Il fallait transformer la production pour survivre et ça prenait de l'argent pour réaliser cela.»

Comme dans le cas des deux autres syndicats, l'entreprise a ouvert ses livres. «On a mieux compris comment fonctionnait l'entreprise. On sait maintenant quelles ententes avec les fournisseurs ne sont pas avantageuses et aussi, comment fonctionne le marché», rajoute Richard Malette.

Pour s'en sortir, les trois syndicats se sont impliqués dans tous les aspects de l'entreprise et ils ont développé une vision partagée avec l'employeur.

### **Pas toujours vrai, le partenariat**

De l'autre côté de la table, Jean-Pierre Legault, président du syndicat des journalistes du *Devoir*, estime que cette concertation peut être un écran de fumée. Il en donne pour preuve l'expérience de son syndicat. Une structure de co-ges-



Jean-Pierre Legault,

tion a été mise en place et des ententes assurent une participation des employé-es au capital de l'entreprise et au conseil d'administration. «Même si nous nous assoyons ensemble pour diriger, la direction est autocratique. On ne partage pas la même vision. L'employeur a utilisé le partenariat pour avoir notre argent et notre collaboration, mais il décide tout seul. Ça arrive ailleurs et ça pourrait vous arriver aussi.»

Du côté du secteur public, le gouvernement parle aussi de participation à la gestion, notamment via la réorganisation du travail. Mais là aussi, Jeannine Girard, représentante régionale du Saguenay-



Jeannine Girard

Lac-Saint-Jean à la FAS, considère qu'il s'agit d'une façade. «Ce n'est pas de la réorganisation, mais de la rationalisation qu'il recherche.»

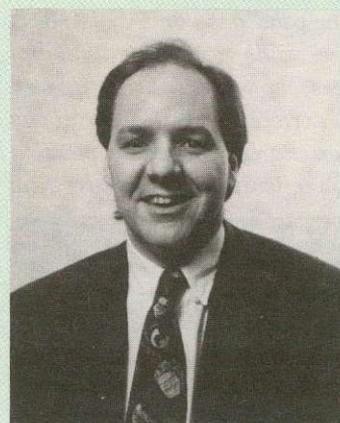
Elle ajoute que la réalité y est bien différente de celle du secteur privé. «Dans notre cas, il n'y a pas seulement un patron. Les décisions se prennent à plusieurs paliers. Il y a les



Les invités de la table-ronde de Nouvelles CSN en discussion.

établissements, les régies régionales qui reçoivent les budgets et le gouvernement. Et malgré son discours en faveur de la décentralisation, ce dernier tire encore les ficelles.» Comme l'explique Jeannine Girard: «Quand on conclut des ententes locales, comme c'est arrivé dans un cas de désinstitutionnalisation, c'est le ministère qui s'y oppose.»

De son côté, Pierre Patry,



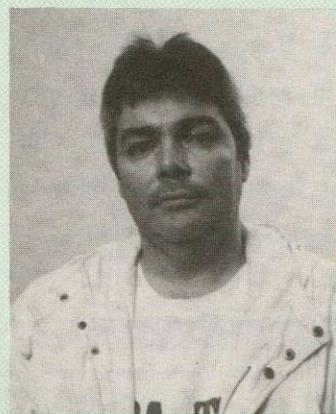
Pierre Patry

enseignant au cégep de Saint-Félicien, signale que le gouvernement peut changer les règles du jeu avec son pouvoir législatif. «Nous, dans le réseau des cégeps, depuis 25 ans, on avait un contrôle sur notre travail et des lieux de concertation conventionnés. Mais avec l'adoption de la loi sur la réforme des cégeps, le gouvernement diminue le poids que nous avons dans les conseils d'administration. Il a aboli aussi la commission pédagogique pour la remplacer par une autre. Les enseignant-es ont décidé alors de résister. Dans plu-

sieurs cégeps, des ententes locales ont été conclues pour recréer ces lieux de concertation.»

### Se prendre en main, c'est ce que le monde veut

Les gains dans ce domaine sont donc fragiles et Claude Leduc, président du syndicat



Claude Leduc

des employé-es d'entretien de la STRSM, en sait aussi quelque chose. En 1987, le syndicat avait signé une entente particulière pour obtenir le respect des syndiqués et de leur travail. «On a fait des gains, mais les gens n'étaient pas heureux. On nous reprochait d'être les mieux payés et on nous traitait de pas instruits, de paresseux, de pourris. Tant les contremaîtres que les chauffeurs et les employé-es de bureau. Les gars ne voulaient sous aucune considération être identifiés à la STRSM, quand ils quittaient le travail.»

Conscient de cela, le directeur général accepta, de concert avec le syndicat, de pren-

dre les moyens pour améliorer le climat et les méthodes de travail. 33 lettres d'ententes furent signées dans l'année suivante. La plupart répondaient aux revendications des précédentes rondes de négociation. Et à l'échéance de la convention, les parties se sont entendues sur une liste d'objectifs communs à atteindre. En outre, une révision des plages horaires permettait de ramener la semaine de travail à 32 heures sur 4 jours.

Mais l'opposition du maire de Longueuil empêcha l'entente de se concrétiser. Une grève s'ensuivit, qui dura deux ans. «Ça a été l'enfer.» Le syndicat a finalement obtenu la semaine de 4 jours, mais sur 36 heures.

«Sans grève, parce qu'on avait créé un bon climat de travail, on avait obtenu plus et ça coûtait moins cher que la convention qu'on a signée à la fin de la grève.»

Pendant ce conflit, rappelle-t-il, le conseil de médiation avait proposé aux syndiqués de prendre en charge l'entretien comme une entreprise autonome. «Le monde a voté en faveur à 94%, par vote secret. Ils voulaient dire: on se prend en main. Votre sécurité d'emploi, on s'en c... On sait qu'on est capables de faire mieux que vous autres.» Mais l'employeur a refusé.

«Moi, je vous envie de pouvoir faire ça dans le privé, de pouvoir vous prendre en main», s'est exclamé Claude Leduc.

# Après l'apartheid, les défis syndicaux

De quoi seront faits les rapports entre l'ANC et la centrale syndicale COSATU qui, après avoir longtemps combattu l'apartheid à ses côtés, lui a fourni 27 députés?

Par Jacqueline Rodrigue

**D'émouvantes élections viennent de se tenir en Afrique du Sud et celles-ci ont été remportées majoritairement par l'ANC, le parti de Nelson Mandela. Ce qui est moins connu de ces élections, c'est que le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), à la suite d'une décision prise en congrès et en accord avec l'ANC et le Parti communiste, a présenté 27 candidats sur la liste de l'ANC, lors de ces élections. Le COSATU appuie de longue date l'ANC. À ses côtés, il a combattu l'apartheid.**

**Au lendemain de ces élections, Nouvelles CSN a voulu savoir comment se tisseraient les rapports entre l'organisation syndicale et le parti politique, maintenant que celui-ci est au pouvoir. Nous avons rencontré Sam Shilowa, secrétaire général du COSATU, lors de son passage au 57e Congrès de la CSN.**

« **Nous avons travaillé ensemble pour défaire l'apartheid. Nous travaillerons ensemble pour mettre en place le plan de reconstruction et de développement de l'Afrique du Sud. Nous avons joué un rôle considérable, lors de l'élaboration de ce programme, et nous comptons en jouer un pour son implantation. Pas question pour nous de s'esquiver de cette responsabilité maintenant que l'ANC est élu »,** déclare Sam Shilowa.

Le programme de l'ANC est ambitieux. Il comprend, entre autres, l'électrification de 2,5 millions d'habitations, la création de nombreux logements pour les 7 millions de sans-abri, la création de 2,5 millions d'emplois, un programme d'éducation gratuit, etc.

Pour le COSATU, les 27 candidats qui proviennent de ses rangs ne relèvent plus d'eux.

*«Ils sont là pour améliorer les conditions de vie générales des Sud-Africains. Si les candidats sont redevables devant leur organisation d'origine, ce sera le chaos au Parlement. Mais nous nous attendons à ce qu'ils se rappellent d'où ils proviennent quand les questions relatives aux droits des travailleurs et de la population seront débattues au Parlement, soutient Sam Shilowa. La présence de syndicalistes est également importante parce qu'ainsi, on ne vend pas l'âme de l'ANC à ses seuls éléments nationalistes, on y inclut la dimension ouvrière. Le COSATU n'est pas au Parlement. Mais pour la première fois, il y aura des gens*

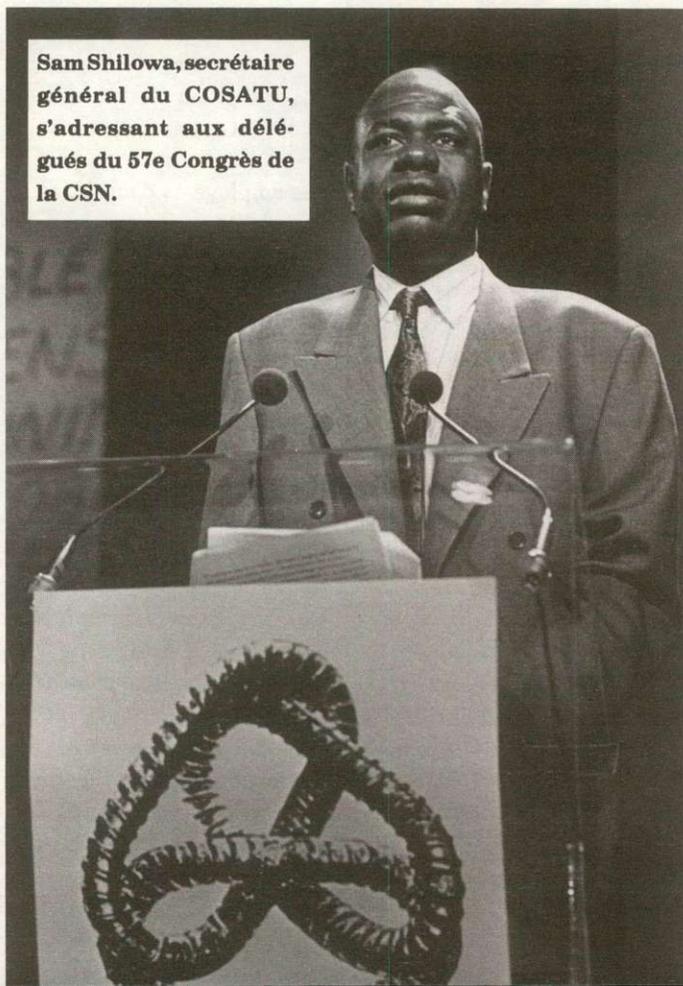
*qui ont travaillé avec le mouvement ouvrier, et qui ont travaillé sur le plancher des usines, qui seront au Parlement. Ça faisait partie de notre bataille et elle est accomplie»,* poursuit-il.

## Des responsabilités

Au COSATU, il y a un consensus pour dire qu'il lui faut être indépendant du pouvoir politique. On demeure confiant de réussir à implanter le programme et à construire de bonnes relations avec l'ANC, mais les militants sont aussi conscients qu'ils devront se battre quand la situation l'exigera. «*Etre indépendant politiquement ne signifie pas de ne pas s'impliquer. Mais l'ANC doit savoir que nous serons là pour nous battre si le programme n'est pas implanté. Le COSATU doit aussi passer d'un syndicalisme d'opposition systématique à un syndicalisme de responsabilité sociale, politique et économique. Mais nous ne serons pas une courroie de transmission »,* d'affirmer le secrétaire général.

Par exemple, le COSATU souhaite la constitution d'organismes tripartites — gouvernement, employeurs, syndicats — pour être associé au développement des politiques macro-économiques et en regard du marché du travail. Toutefois, le COSATU voudrait qu'une seule et même voix parle au nom des travailleurs. Il a donc entrepris des discussions avec les autres organisations syndicales pour cons-

**Sam Shilowa, secrétaire général du COSATU, s'adressant aux délégués du 57e Congrès de la CSN.**



tion des travailleurs domestiques et de fermes. Il veut aussi que l'on facilite l'accès à la syndicalisation. Il s'agit de défendre plus que les intérêts des membres du COSATU, mais aussi les droits fondamentaux des travailleurs. «Actuellement, le droit de grève existe sur papier, les obstacles sont nombreux et parfois incontournables. Par exemple: après la dernière grève nationale dans la métallurgie, les employeurs ont réclamé devant les tribunaux que les pertes de production encourues lors de

la grève leur soient remboursées. Une compagnie a gagné un premier procès; l'amende pour le syndicat: \$600,000. Ce jugement fait jurisprudence, les autres compagnies vont suivre. Nous allons en appel de cette décision, mais qu'advient-il?», se demande Sam Shilowa.

### La relève

Lors de son congrès, en septembre 1994, le COSATU établira un programme qui lui servira de base aussi pour juger de la performance du gouvernement. Mais il se prépare

truire cette nécessaire unité. «Si, par exemple, notre pays intégrait le groupe des sept, nous ne voulons pas qu'il le fasse sans en connaître les impacts sur les travailleurs», explique Sam Shilowa.

### Le vrai test dans un an

Bien qu'un nouveau gouvernement vienne d'être élu, il fonctionnera pour la prochaine année avec le budget voté par le précédent. «C'est dans un an, lorsque le nouveau budget sera adopté, que nous connaissons les volontés de ce gouvernement, de dire le représentant syndical. Nous disposons aussi de ce temps pour créer un consensus national avec tous les partenaires sur l'itinéraire à suivre. Il nous faut également convaincre le monde de la finance.» N'oublions pas que ce gouvernement s'est aussi fait élire pour construire l'unité nationale.

### Par contre...

«Par contre, nous nous attendons à ce qu'il y ait des modifications dans la législation en terme de droits et pour ça, point besoin d'argent, et ça peut se faire rapidement», fait remarquer Sam Shilowa. Un des rôles de l'Assemblée nationale sera d'établir une nouvelle constitution et le COSATU a bien l'intention de s'assurer que les droits des travailleurs y seront garantis.

Le COSATU revendique des modifications aux législations du travail. Il demande la décriminalisation du droit de grève, une meilleure protec-



## BALLOT PAPER

SAMPLE ONLY

Make your mark next to the party you choose.  
Etša letshwao pela mokgatiso oo o o kgethang.  
Yenza uphawu ecaleni kwelicembu lolikhetsako.  
Endla mfungho ethelo ka vanda leri u ri hlwalakā.  
Baya letshwao go lebagana le lekoko la gago.  
Yenza uphawu lakho eduze nehlangano oyikhethako.

Pitso u merk langa die party van u keuse.  
Dira letshwao la gago go lebana le phatši yeo o e kgethiago.  
Kha vha ite luswayo phanda ha dzangano line vha khetša.  
Yenza uphawu lwakho ecaleni kweqela elo ulikhethayo.  
Dweba uphawu esikhaleni esiseduze kwenhlangano oyikhethayo.

PAN AFRICANIST CONGRESS OF AZANIA		PAC	
SPORTS ORGANISATION FOR COLLECTIVE CONTRIBUTIONS AND EQUAL RIGHTS		SOCCER	
THE KEEP IT STRAIGHT AND SIMPLE PARTY		KISS	
VRYHEIDFRONT - FREEDOM FRONT		VF-FF	
WOMEN'S RIGHTS PEACE PARTY		WRPP	
WORKERS' LIST PARTY		WLP	
XIMOKO PROGRESSIVE PARTY		XPP	
AFRICA MUSLIM PARTY		AMP	
AFRICAN CHRISTIAN DEMOCRATIC PARTY		ACDP	
AFRICAN DEMOCRATIC MOVEMENT		ADM	
AFRICAN MODERATES CONGRESS PARTY		AMCP	
AFRICAN NATIONAL CONGRESS		ANC	
DEMOCRATIC PARTY - DEMOKRATIESE PARTY		DP	
DIKWANKWETLA PARTY OF SOUTH AFRICA		DPSA	
FEDERAL PARTY		FP	
LUSO - SOUTH AFRICAN PARTY		LUSAP	
MINORITY FRONT		MF	
NATIONAL PARTY - NASIONALE PARTY		NP	

Presented by the Voter Education Programme of the Independent Electoral Commission.

déjà à développer la relève dans son organisation, qui vient de perdre plus de 60 de ses dirigeants à tous ses paliers. Car, en plus des 27 candidats désignés par le congrès du COSATU pour se présenter sur la liste de l'ANC, une quarantaine d'autres militants du COSATU, membres de l'ANC, se sont également présentés aux élections.

Il doit aussi améliorer ses services aux membres, consolider son autosuffisance financière, s'assurer que des programmes d'accès à l'égalité des noirs se développeront pour les intégrer dans la réforme des structures des institutions publiques — les blancs sont représentés actuellement à 99% dans ces structures —, faire en sorte que les préoccupations des femmes seront défendues à tous les niveaux, etc. Bref, il y a du pain sur la planche.

### Un ministre du COSATU

L'ancien secrétaire général du COSATU, Jay Naidoo, qui s'est présenté aux élections, a été nommé ministre. Il ne détient aucun portefeuille, mais il sera le ministre responsable de l'implantation du programme de reconstruction et de développement de l'Afrique du Sud.

Le bulletin sur lequel étaient appelés à voter les citoyens d'Afrique du Sud, lors des élections historiques du 9 mai.

# Des acquis importants, porteurs d'espoirs

Au grand dam de Daniel Johnson, elles avaient aussi la vocation de la lutte syndicale...

Par Lucie Laurin

**L**es travailleuses en garderie, qui avaient posé un geste historique en déclenchant la grève générale illimitée, sont maintenant rentrées au travail, à l'exception de deux garderies où persistent des problèmes locaux. Elles ont obtenu, grâce à leur mouvement, la reconnaissance par le gouvernement de sa responsabilité dans le traitement du personnel en garderie et du fait que cette reconnaissance passe par une augmentation du financement direct aux garderies. Ce même gouvernement qui, au début, par la bouche du premier ministre lui-même, prétextait la non-ingérence dans les affaires des conseils d'administration des garderies pour justifier son refus de négocier avec les syndicats. Ce sont là des acquis

importants, porteurs d'espoir. En outre, un comité de travail, auquel participe la CSN, a été mis sur pied pour explorer plus avant les solutions permanentes au problème des bas salaires en garderie.

Malheureusement, mû par on ne sait quelle mesquinerie, le gouvernement a décidé à la dernière minute de retrancher de la subvention totale de \$6.5 millions un montant de \$600,000, qui permettrait précisément de verser à toutes les travailleuses en garderie, et non seulement aux éducatrices, l'augmentation de \$1 l'heure promise lors du dépôt du budget et réitérée le 16 mai dans une lettre à la vice-présidente de la CSN. D'autres moyens de pression sont donc à prévoir.

## Toutes petites, mais dérangeantes!

Quand on a mené, à 150, une lutte au nom de 7,000 travailleuses; qu'on a clamé, jour après jour, les mêmes revendications jusqu'à épuisement; qu'on a suspendu, des semaines durant, les relations et habitudes dont est fait le quotidien; qu'on a vécu, intensément, des moments de déprime et d'exaltation collectives; quand, finalement, on a obtenu des gains qui profiteront à des milliers de consoeurs, comment se sent-on?

*Nouvelles CSN* a rencontré Nathalie Maurice, éducatrice à La petite Station, et Francine Lupien, éducatrice à Mini-Fée, alors qu'elles préparaient un bazar au profit du syndicat.

**T**outes deux grévistes de la première heure. Leur bilan n'est pas le même. «Je suis un peu déçue de penser qu'on a fait la bataille à 13 garderies, que d'autres ont décidé de ne pas sortir, et qu'elles en bénéficient quand même! Encore maintenant, on est au bout du rouleau et on est toutes seules à préparer le bazar!», déclare Nathalie sur un ton légèrement amer.

Francine n'est pas du même avis: «Moi, j'aime mieux avoir été 13 convaincues qu'une centaine d'hésitantes, dit-elle. Et je suis très fière de la piastre gagnée: on n'était qu'une poignée, et on a réussi ça!

«De plus, certaines ne sont pas sorties parce qu'elles ne le pouvaient pas. Et plusieurs ont fait des grèves d'appui de un, deux jours, ou plus: ça a été très apprécié, comme les soupers



Nathalie Maurice



Francine Lupien

communautaires que des filles nous préparaient à la fin de nos journées de piquetage.»

La grève, Francine était contre, au départ. À cause du chômage qui affecte des membres de sa famille. Puis, elle a adhéré. Et pas à moitié. Pas tant pour l'argent que pour faire reconnaître sa profession, précise-t-elle. Elle ajoute: «Moi, j'ai gagné ma bataille!»

Vivre une grève, c'est tisser ou resserrer des liens, partager la peur ou l'euphorie, apprendre sur la nature humaine et sur soi. Francine en sort enchantée; Nathalie, un peu moins.

Et si c'était à refaire? Nathalie le referait, à condition d'être en plus grand nombre, et Francine le referait sans aucune réserve.

Si la fin de cette aventure intense les attriste toutes deux, en revanche, elles ont follement hâte de retrouver, l'une ses Flamants roses de quatre ans, l'autre ses Papillons de trois ans!

### La sympathie de la population

À titre de présidente du Syndicat des travailleuses en garderie de Montréal et de porte-parole du secteur garderies de la FAS-CSN, Mireille Bénéard était au coeur de la grève. «C'était un peu téméraire de notre part de nous lancer dans cette aventure, dit-elle; nous savions que nous risquions beaucoup, mais nous

étions prêtes à passer à cette étape. Après tout, dans les 18 mois précédents, nous avions essayé en vain tous les autres moyens. Sans grève, nous n'aurions rien eu!»

Ce sont des travailleuses de Montréal qui ont lancé le mouvement et l'ont soutenu. À bout de bras, par moments, car un jour, le nombre maximum de garderies prêtes à la grève a été atteint. Déclarer la grève générale illimitée en garderie, c'était défoncer un tabou, risquer de compromettre les bonnes relations avec les parents et de perdre des enfants. «On avait peur, c'est sûr. Mais on

savait bien qu'on allait ouvrir des portes, poursuit-elle. Dans quelques mois, quand on reprendra les débats, on sera rendues plus loin.»

«Je nous sentais toutes petites, mais nous avons découvert que nous sommes capables de déranger», reprend Mireille Bénéard, encore sous le coup de l'émerveillement suscité par l'appui de la population. À Québec, les filles ont passé le chapeau un jour de grève: au bout d'une heure, elles avaient recueilli \$350! À la garderie Pop Soleil, en Estrie, au retour de cinq jours de grève, trois nouveaux enfants ont été ins-

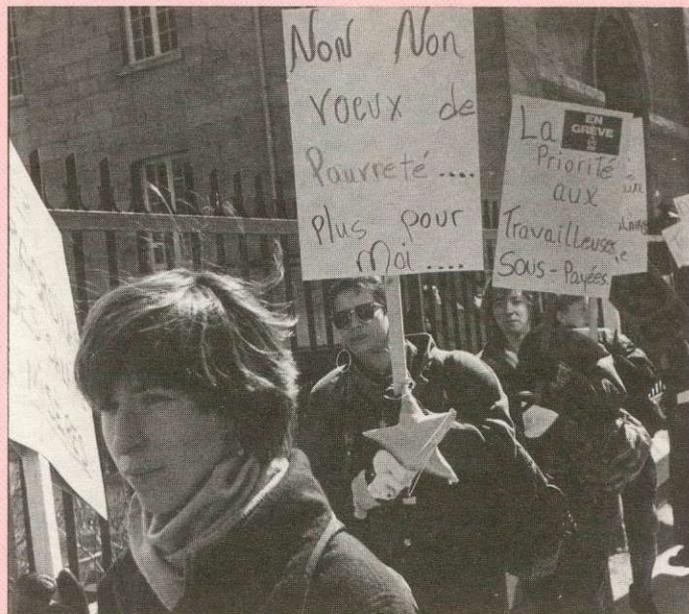
crits. Et sur le trottoir, la majorité des passants regardaient avec sympathie les grévistes et leurs pancartes. Plusieurs s'arrêtaient pour leur parler et les encourager. Une dame âgée les a même invitées chez elle pour boire du thé!

### Une conviction belle à voir

La vice-présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, qui a défendu publiquement et négocié avec la ministre Violette Trépanier les revendications salariales des travailleuses en garderie, se dit fort impressionnée par leur foi inébranlable: «Ce n'est pas parce que ça leur semblait facile, se hâte-t-elle de préciser. C'est leur conviction en la justesse de leur cause qui était belle à voir.»

Le réseau de garderies sans but lucratif tel qu'on le connaît est une solution originale inventée par des militants et des militantes à un problème de société. Les travailleuses d'aujourd'hui, qui ont contribué à l'édification et au développement du réseau, sont prêtes à défendre la formule. «Autrefois, elles travaillaient à la survie de leurs garderies en payant de leurs personnes, explique la vice-présidente. Aujourd'hui, c'est fini tout ça. Fini l'abnégation, le vœu de pauvreté. Elles ont franchi un pas important en se montrant prêtes à revendiquer des subventions pour elles-mêmes, et en liant cette revendication à la qualité des services.»

Pour sa part, Marleine Lamontagne, vice-présidente de la FAS-CSN, salue le courage et la détermination des travailleuses, ainsi que la finesse de leur stratégie: «Au moment où il a fallu maximiser le rapport de force, les régions sont entrées en scène. L'impact a été extraordinaire.» Elle souligne également l'appui des parents, allant parfois jusqu'à la complicité. «La nécessité des garderies est davantage acquise maintenant. Et la reconnaissance du travail des éducatrices a fait du progrès dans la population.»



Manifestation devant l'O des services de garde à l'enfance, le 30 mars.



Éducatrices déguisées en «visages à deux faces» pour dénoncer l'Office des services de garde à l'enfance et sa présidente Nicole Marcottet.



Mireille Bénéard

# Pour le bon mobile

Ou comment un travailleur inventif a réussi à enrayer le fléau des maux de dos à l'usine Monterey de Drummondville.

Par Michel Crête

**«Avant, ça prenait deux travailleurs pour lever, à bout de bras, des barils en acier inoxydable pouvant contenir de 130 à 160 livres de teinture, qu'il fallait ensuite transvider dans le "jigger". Aujourd'hui, avec la "Manseau Mobile", un seul travailleur peut faire cette opération, et sans danger pour son dos! Tu ne forces plus du tout.»** Le vice-président du Syndicat de l'usine de textile Monterey, à Drummondville, Normand Allard, également responsable du dossier de santé-sécurité au travail, est très fier de la *Manseau Mobile*, du nom de son créateur, Fernand Manseau, un mécanicien de formation.

En janvier 1994, l'implantation d'une nouvelle machine, la *Color Service*, a permis d'augmenter les quantités de teinture à acheminer, puis à transvider dans le "jigger", où est teint le tissu. Ainsi, on est passé de simples seaux à des barils en acier inoxydable, augmentant considérablement le poids à manipuler; depuis des années, cette opération se faisait à la force des bras. «Le problème numéro un, à l'usine, ce sont les torsions lombaires, de rappeler Normand Allard. Déjà, j'avais eu des plaintes d'opérateurs de "jigger" qui avaient mal au dos. Wô! Ça va faire! qu'on s'est dit. Les barils vont rester là!»

Embauché chez Monterey à titre de mécanicien d'équipe il y a huit ans, Fernand Manseau est un inventeur-né. Il a d'ailleurs mis aux point d'autres inventions, dont il a gardé le secret, en attendant d'obtenir les brevets nécessaires de mise en marché. «J'essaye toujours d'être utile à mes collègues de travail. Je veux leur éviter de se blesser. Ils ont besoin, comme moi, de travailler, de gagner leur vie.» Pour diminuer les risques de maux de dos, il a donc conçu la *Manseau Mobile*, le surnom décerné par ses camarades de travail au nouvel appareil. Structure métallique

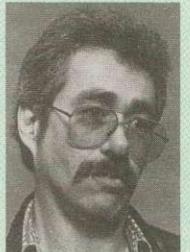
comprenant une plate-forme, ainsi qu'un système de bascule et de poulie, la *Manseau Mobile* est simple et efficace, ce qui vient confirmer son caractère génial. «Elle répond vraiment à nos besoins de production et de santé-sécurité au travail», affirme le vice-président du syndicat. Pour le moment, on trouve seulement trois de ces machines, chez Monterey. Il pourrait y en avoir plus.

## Une nouvelle ère

Cette histoire d'ergonomie est intéressante, certes, parce qu'elle permet aux syndiqués de travailler avec plus de sécurité, de diminuer leur fatigue physique et d'éviter des maux de dos, mais elle est aussi révélatrice de ce qui pourrait

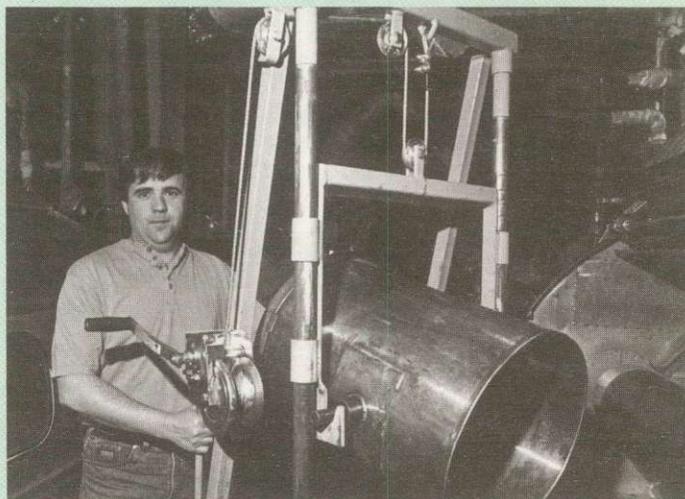
se produire dans des milliers de lieux de travail si les patrons secouaient leurs préjugés et se donnaient la peine d'être à l'écoute des employés. C'est ce qui est arrivé chez Monterey. Spécialisée dans la fabrication de doublures de manteaux de fourrure et de vestons, de robes de mariées en satin, de nappes et de tissus en polyester, la compagnie, dont le chiffre d'affaires annuel serait aux alentours de \$63 millions, doit faire face à une concurrence féroce provenant non seulement du sud des États-Unis, mais aussi de l'Asie et de la Pologne. Cela l'a incitée à finalement s'associer au syndicat pour demander aux deux paliers de gouvernement de financer un Comité d'adaptation de la main-d'oeu-

vre (CAMO) pour se pencher sur la question de la réorganisation du travail. Le président du syndicat, Denis Parent, a vu dans une nouvelle organisation du travail une occasion «de sauver des emplois en développant le travail en équipe, en réorganisant le travail de haut en bas, en responsabilisant encore plus les travailleurs et en réduisant le nombre de postes de cadres intermédiaires, des postes souvent improductifs et qui contribuent au déficit de



Denis Parent

la compagnie». Selon lui, c'est l'expérience des Aciers Forgés, à Saint-Joseph-de-Sorel, où se trouve également un syndicat CSN, qui a motivé son employeur à faire une telle démarche. Ainsi que la possibilité d'enregistrer des gains de productivité et d'obtenir le financement d'études de marché, histoire de voir si on ne pourrait pas développer d'autres produits chez Monterey, d'expliquer le président du syndicat. «À l'exécutif du syndicat, nous croyons vraiment à cette démarche. Nous avons fait cheminer notre employeur. C'est sûr qu'il y en a quelques-uns, sur les 285, qui pensent qu'on couche avec le boss. Mais la plupart ont confiance en ce système car ils voient que cela va améliorer la productivité, éviter des pertes de temps et sauver nos emplois», de conclure Denis Parent. Le salaire horaire moyen d'un syndiqué de Monterey se situe aux alentours de \$13.25, avant primes.



Fernand Manseau, photographié avec son invention.

## COLS BLANCS DE MARIEVILLE

### L'équité salariale... au bout de quinze mois de grève

Un règlement entre la municipalité de Marieville, située entre Montréal et Granby, et le Syndicat des employées cols blancs CSN a mis fin à une grève de quinze mois dont l'enjeu était l'équité salariale avec les cols bleus du même employeur.

Les «blancs» de Marieville obtiendront des augmentations moyennes de \$3,09 l'heure, soit 25 pour cent sur une période de 5 ans, du 1er janvier 1991 au 31 décembre 1995. Cette période inclut également les deux ans de gel imposés par la loi 102.

Ce règlement, qui fait suite à une hypothèse soumise par le conciliateur, Fernand Matteau, a été accepté à l'unanimité par les syndiquées.

Les travailleuses sont revenues au travail depuis le 17 mai. Le protocole de retour au travail comprenait notamment le retrait



Une partie des militantes de Marieville, en compagnie de leur conseiller syndical Daniel Simard de la FEESP, lors de leur visite au congrès de la CSN.

de toutes les plaintes ou poursuites engagées par l'une ou l'autre des parties dans ce conflit.

#### Détermination

«L'employeur a fini par constater notre détermination et comprendre le sens du mot solidarité», a déclaré la pré-

sidente du syndicat Gisèle Leblanc (au premier plan sur notre photo). «Sans le support de la CSN, a-t-elle ajouté, nous serions peut-être rentrées en décembre. Je tiens à remercier avec ferveur tous les membres de la CSN qui nous sont si généreusement soutenues» M.L.

## SAINT-FÉLIX-DE-VALOIS

### Des millions de petits poussins

L'agrandissement du Couvoir Ramsay, à Saint-Félix-de-Valois, dans la région de Lanaudière, se traduira par une augmentation importante de la production de poussins, ce qui devrait consolider l'emploi des 34 syndiqués. Amorcés en mai, ces travaux devaient être complétés en août devaient faire en sorte que la capacité de production passera de 16 à 24 millions de poussins. «Pour les

syndiqués, cet agrandissement présente une bonne nouvelle, puisque contrairement à d'autres entreprises qui ferment leurs portes, la nôtre connaît un essor», nous écrit la secrétaire du syndicat, Marielle Guérard. La convention collective de ces employés vient à échéance en janvier 1996. Le couvoir est une division de René Poirier Ltée.

M.C.

## DRUMMONDVILLE

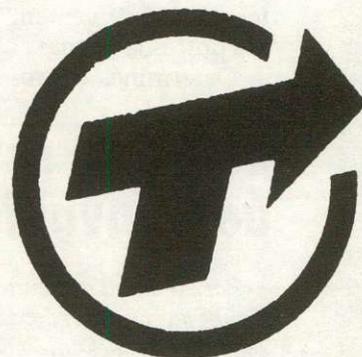
### Lock-out chez Kahru

Les 140 travailleuses et travailleurs de la compagnie de bâtons de hockey Kahru, à Drummondville, sont en lock-out depuis le 18 mai. L'employeur veut leur imposer une convention collective d'une durée de trois ans, du 1er janvier 1994 au 31 décembre 1997, comportant un gel de salaire la première année et des augmentations de salaire totales de 50 cents l'heure pour les deux autres années. De plus, il ne veut plus défrayer les coûts de la formation professionnelle, ce qui limiterait l'accès des employés à des postes où on exige d'autres connaissances. Les syndiqués revendiquent une convention collective d'une durée de trois ans, avec des hausses de salaire totalisant \$1.15 l'heure, ainsi que la rémunération de la formation professionnelle. M.C.

## CAISSE DE RETRAITE ET CONVENTION

### Entente à la STCUM

Le Syndicat des 2,000 employés d'entretien de la Société de transport de la communauté urbaine de Montréal (STCUM) a eu gain de cause dans sa lutte concernant l'utilisation des surplus des caisses de retraite, surplus évalués à \$35 millions. L'accord du 8 mai prévoit des bonifications importantes au régime pour quelque 600 retraités. «Nous sommes allés chercher une protection des surplus de la caisse de retraite en ce sens qu'à l'avenir, il faudra l'accord écrit du syndicat pour toucher aux surplus ou modifier le régime de retraite», de dire le président du syndicat, Gaétan Châteauneuf. De plus, «les bonifications obtenues devraient encourager, à moyen terme, des travailleurs à prendre leur retraite plus tôt que prévu, ce qui devrait favoriser l'embauche



de plus jeunes», d'ajouter Gaétan Châteauneuf. Il aura fallu deux ans de lutte pour que le syndicat amène la STCUM à une entente sur ce sujet important. Les parties se sont entendues également pour prolonger la convention collective jusqu'en janvier 1997. Celle-ci est assortie d'une augmentation de salaire de 2% en 1995 et d'une clause d'indexation salariale pour 1996.

M.C.

## À LA RECHERCHE D'UN INVESTISSEUR

# Appui du PQ aux ex de Beloit

**Au** pouvoir, le gouvernement du Parti Québécois entreprendrait les démarches officielles afin d'inviter la compagnie allemande Voight à s'associer aux anciens employés de la compagnie Beloit, lesquels sont toujours désireux d'implanter, avec un partenaire, un centre d'entretien et de fabrication de machines à papier dans le parc industriel de Tracy. Ce même gouvernement sensibiliserait également les papetières à l'importance d'encourager une entreprise québécoise dans ce secteur. Voilà les engagements qu'ont pris, au début mai, les candidats du PQ Jean Campeau et Bernard Landry, nous a fait savoir le président du syndicat, Mario Vandal. Après 30 ans d'opération à Saint-Joseph-de-Sorel, Beloit a fermé définitivement ses portes le 13 mai.

Déterminés à sau-



Après 30 ans d'opération, le coup de midi du vendredi 13 mai est venu sonner la fermeture définitive de l'usine de fabrication de machines à papier Beloit, de Saint-Joseph-de-Sorel. Les derniers travailleurs encore à l'emploi de l'entreprise américaine ont fraternisé, ce midi-là, lors d'un repas communautaire à la Brasserie Industrielle. «Le syndicat a décidé de ne pas baisser les bras et a élaboré un projet pour relancer l'entreprise», de rappeler son président, Mario Vandal.

ver les emplois, les représentants syndicaux ont élaboré un projet pour maintenir dans la région un centre de services d'entretien et de réparation de machines à papier, ou de produits connexes. Pour atteindre son objectif, le syndicat s'est aussi assuré la participation financière des

travailleurs, du Mouvement Desjardins, d'organismes régionaux et de la Ville de Tracy. Il a également commandé une étude de marché et de faisabilité. L'américaine Beloit a rapatrié sa production au Wisconsin et installé son centre de services en Ontario. M.C.

## Cours de soudage-montage pour des travailleuses de Drummondville

«J'ai 20 ans d'ancienneté. Je me retrouve aujourd'hui devant rien. Nous sommes quelques-unes comme moi, devant rien, avec des enfants à élever. Je ne sais pas quoi faire.»

Ce cri de panique, lancé par une travailleuse de la compagnie Osrsm Sylvania, à Drummondville, au détour de la production du journal syndical, est à l'origine d'un cours de soudage-montage dispensé, depuis le 9 mai, à une quinzaine de travailleuses de cette entreprise, ainsi que de la manufacture de bâtons de hockey Karhu Canada.

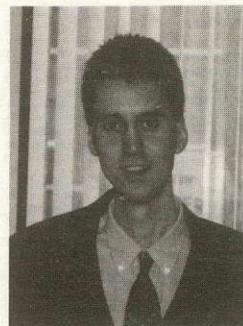
Remercées après une vingtaine d'années de service, c'est grâce à la conjugaison des efforts de la Commission scolaire des Chênes, du Conseil central CSN de Drummondville, de Concertation éducative et culturelle Drummond, de Développement des ressources

humaines Canada et de Partance, une extension du Centre d'emploi du Canada vouée à la réintégration des femmes en milieu de travail, que ces travailleuses ont pu accéder à l'apprentissage de ce métier habituellement exercé par des hommes. D'une durée de 59 semaines, le cours est basé sur l'alternance entre la formation théorique et pratique à l'école Paul-Rousseau, ainsi que sur des stages en milieu de travail. Les ex-syndiquées, qui touchent leurs prestations d'assurance-chômage durant leur formation professionnelle, sont d'autant plus encouragées que les rencontres effectuées par le professeur Denis Tessier auprès de 25 employeurs ont révélé que 22 d'entre eux seraient intéressés à les embaucher après l'obtention de leur diplôme. M.C.

## LE HUARD CANADIEN BAT DE L'AILE...

# On prend la route du Québec... syndiqué

«Prendre des vacances au Québec, ça ne veut pas nécessairement dire se priver de loisirs de qualité. Le Québec a la mer, des montagnes magnifiques, notamment dans les Laurentides et en Gaspésie, des fjords superbes au Saguenay, des bases de plein air dans l'Estrie et au Lac-Saint-Jean, une expérience urbaine incroyable avec le biodôme et le Vieux-Port de Montréal, ainsi qu'avec le Musée de la civilisation, à Québec. Sans compter notre réseau hôtelier et de restauration réputé mondialement.» Responsable du dossier touristique dans son organisme, le trésorier de la Fédération du commerce de la CSN, Jean Lortie, devient intarissable lorsqu'il traite de l'industrie touristique québécoise et il invite les membres de la CSN «à prendre la route du Québec... syndiqué».



Jean Lortie, trésorier de la Fédération du commerce.

Avec le huard canadien qui bat de l'aile, on peut s'attendre à ce que les Québécois délaissent les pays européens et les plages du Maine, cet été, et passent plutôt leurs vacances au Québec. Un récent sondage réalisé pour le compte de *La Presse* et de *Radio-Québec* a d'ailleurs confirmé cette tendance: «Un peu plus de la moitié des Québécois (52 pour cent) ont l'intention de prendre leurs vacances au Québec...», écrit le journaliste Jacques Benoit.

### La CSN dans l'industrie touristique

Avec 15,000 membres oeuvrant dans ce secteur, la CSN y est l'organisation syndicale québécoise la plus importante. Des employés qu'on retrouve très majoritairement à la Fédération du commerce, mais aussi à la FEESP, et même à la FTPF. «De plus, avec le taux de change actuel du dollar canadien, je demeure convaincu qu'on peut prendre des vacances à coût beaucoup plus modique au Québec. C'est l'évidence même», d'argumenter Jean Lortie pour inciter les lecteurs de *Nouvelles CSN* à découvrir les charmes du Québec, cet été.

### Un colloque sur l'industrie touristique

Préoccupée par l'avenir de cette industrie touristique, son impact sur les économies régionales et l'emploi, la Fédération du commerce, en collaboration avec la CSN et la FEESP, organise, les 7, 8 et 9 novembre, un colloque national sur l'industrie touristique. Les 200 personnes attendues auront notamment à élaborer une plate-forme syndicale en tourisme et à se donner des moyens pour en planifier, avec les autres partenaires, le développement.

M.C.

## Entente de principe à l'entrepôt Métro

C'est en fin de semaine dernière, au moment où *Nouvelles CSN* était déjà sous presse, que les membres du Syndicat des travailleuses et des travailleurs de l'entrepôt de la chaîne Métro de Québec se prononçaient sur l'entente de principe conclue une semaine plus tôt avec l'employeur. En plus des hausses de salaire de 2% par année et d'un bonus de signature de l'ordre de \$150, l'employeur versera \$800 et \$400 par année à chaque employé, dans un REER que le syndicat se propose de placer dans Bâtirente. Cette entente rencontre toutes les demandes communes des syndicats d'entrepôts qui ont coordonné leurs négociations autour d'une plate-



Les membres du Syndicat des travailleuses et des travailleurs de l'entrepôt Métro de Québec.

forme commune de revendications, notamment à propos de la formation où les affectations de postes seront gelés pour une durée de trois mois, dans le cas des employées de bureau qui auront à suivre des cours pour satisfaire aux exigences du nou-

veau poste. L'employeur, qui avait présenté de nombreuses demandes pour modifier les horaires de travail et forcer les gens à travailler le samedi et le dimanche, les a retirées en faveur du statu quo sur les anciennes dispositions. Les heures travaillées après 8

heures le samedi et toute la journée du dimanche seront payées à temps double. La date d'échéance de la convention collective a été fixée au 31 mars 1997, comme le proposait la plate-forme du regroupement syndical.

Luc L.

## CENTRE D'ACCUEIL NOR-VAL

### Réorganisation à petits pas

C'est finalement au Comité de relations de travail (CRT) que les parties patronale et syndicale, au Centre d'accueil NOR-VAL pour personnes déficientes intellectuellement, situé à Drummondville, Plessisville et Princeville, négocieront la réorganisation des services aux usagers (voir le numéro 377 de *Nouvelles CSN*). C'est là l'accord intervenu entre les porteurs de parole syndicaux et la direction du Centre de service en déficience intellectuelle (CSDI) Mauricie/Bois-Francs, centre dont relève NOR-VAL. À la suite de cette entente, la di-

rection du CSDI devait travailler à peaufiner son document «*Révision des programmes et services - Un défi: qualité-performance*».

#### Inquiétudes et réponses

Déposé le 26 avril, ce document apporte quelques réponses aux inquiétudes manifestées par les 88 employé-es du centre d'accueil face à cette réorganisation découlant de l'application de la loi 120. Ainsi, la direction des ressources programmes met de l'avant, dans son document, différents scénarios afin de réaliser, sur une période de

trois ans, des économies allant de \$2.1 à \$2.8 millions, sur un budget total de près de \$19.4 millions. Quant à l'avenir de trois foyers de groupe de Plessisville, ceux de Saint-Jacques, Saint-Jean et Vallée, où on retrouve 14 usagers, «*les analyses PASSING révèlent que dans les résidences de groupe gravitent un trop grand nombre d'intervenants auprès de l'usager qui n'est plus chez lui.*» Conséquence: «*un réaménagement de ces ressources résidentielles est un impératif.*» En clair, ce réaménagement signifie la fermeture des trois résidences de

groupe. Mais avec la possibilité d'une nouvelle vocation pour le foyer Vallée, qui deviendrait une résidence d'accueil avec support afin de recevoir trois usagers. Quant au nombre de postes en jeu, il est clair qu'on ne comblera pas ceux laissés vacants à la suite d'un départ pour cause de préretraite ou de retraite et que l'avenir des temps partiels occasionnels n'est pas rose. Toutefois, un certain nombre de postes seront transférés à Drummondville et on maintiendra pratiquement le même nombre de postes qu'avant. M.C.

## VARENNES

### Emploi et environnement

Les efforts du Syndicat de Kronos, à Varennes, sur la Rive-Sud de Montréal, lors de la négociation de 1993, se sont traduits par le maintien d'emplois. Le producteur de bioxyde de titane, utilisé notamment dans la fabrication de la peinture et des produits plastiques, a été dans l'obligation de réduire de 50% la production de son usine de sulfate, histoire de diminuer la pollution dans le fleuve Saint-Laurent. Aussi, pour empêcher les impacts négatifs découlant de la fermeture de l'usine, le syndicat a vu à favoriser l'accès à la retraite, diminuer le temps supplémentaire, améliorer la clause en cas de fermeture avec une liste de rappel, former le personnel nécessaire, le temps que l'on construise une nouvelle usine de traitement des eaux usées, pour éviter 120 mises à pied. En juin, on opérera dans une usine neuve et non polluante.

L'exemple de Kronos, en ces temps où les préoccupations environnementales des uns viennent parfois choquer celles des autres, tout aussi légitimes, sur la préservation de leur gagne-pain, illustre qu'elles peuvent ne pas être contradictoires. Kronos embauche 325 travailleurs. M.C.

**Nouvelles CSN vous reviendra en septembre. L'équipe du Service de l'information vous souhaite de bonnes vacances!**



## En d'autres termes...

Vous avez *secondé* la proposition de votre collègue de travail lors de cette réunion? En français, on *appuie* une proposition ou on *s'y oppose*, on ne l'aide pas. «*Seconder*» signifie «aider», «*assister*» quelqu'un.

\*\*\*

On vous a remercié du *support* que vous avez accordé dans la réalisation d'un projet? L'emploi de «support» dans le sens «d'aider» constitue un anglicisme. On aurait dû utiliser le mot *soutien* dans le cas présent.

\*\*\*

Vous voulez rencontrer votre coordonnateur *en rapport avec* cette affaire. L'emploi de l'expression «en rapport avec» dans le sens de «relativement à», «au sujet de», «en ce qui concerne», ou «à propos de» constitue un anglicisme. On aurait dû dire: *à propos de* cette affaire.

\*\*\*

L'équipe *réfèrera* le dossier au président? Le verbe «référer» s'emploie à la forme pronominale (Il se réfère à l'article 32 du Code civil) ou accompagné du pronom «en» (Nous allons en référer au juge). Ainsi, l'équipe *soumettra* le dossier au président.

\*\*\*

On ne *rapporte* aucun accident de la route pour la dernière fin de semaine. «*Rapporter*» signifie faire le récit de ce que l'on a vu et entendu, ou encore répéter quelque chose à quelqu'un de façon indiscreète. On ne doit pas employer «*rapporter*» dans le sens «d'annoncer». Dans ce contexte, on remplacera le verbe «*rapporter*» par *signaler*.

\*\*\*

Avez-vous fait installer des pneus *réchappés* sur votre nouvelle voiture? Non, ce ne sont pas non plus des pneus «*récapés*», qui ne permettent pas d'aller bien loin... Il s'agit de pneus *rechapés* dont on a refait la surface ou remplacé la chape, c'est-à-dire l'enveloppe.

\*\*\*

Depuis qu'il a perdu son emploi, il est *insécure*? *Anxieux*, *inquiète* sont des termes plus adéquats.

\*\*\*

Cet individu devra purger une *sentence* de six mois pour avoir posé ce geste? On confond souvent «*sentence*» et «*peine*». La *sentence* est le jugement rendu par un tribunal, tandis que la *peine* est la sanction appliquée. Alors, il est plus adéquat de dire que cet individu devra purger une *peine* de six mois.

\*\*\*

Que signifie le verbe *transiger*? Avoir des sueurs froides? Faire des affaires? Faire des compromis? La dernière réponse est la bonne. L'emploi de «*transiger*» au sens de «*faire des affaires*», «*de négocier*», de «*traiter*» constitue un anglicisme.

Jacinthe Pilon

### Motel Colibri

Les 84 employé-es du Motel Colibri, à Victoriaville, ont délaissé la CSD et adhéré majoritairement à la CSN. C'est le 21 avril que la CSN a déposé une requête en accréditation syndicale pour représenter ce groupe de travailleuses et de travailleurs. L'absence de services de la part de la CSD, dont le manque de formation et d'information, ont incité ces employé-es affectés aux banquets, au bar, à la buanderie, à l'entretien, à l'entretien des chambres et à la salle à manger à rejoindre les rangs de notre centrale syndicale. La veille, les Teamsters avaient également déposé une requête en accréditation. Un agent d'accréditation devra décider si oui ou non un vote pour déterminer leur allégeance syndicale sera nécessaire. Le propriétaire de cet établissement est M. André Houle, également propriétaire de l'Hôtel Le Baron, à Sherbrooke, où les syndiqué-es sont membres de la CSN.

M.C.

### Kativik

Par une forte majorité, le Syndicat des employé-es de l'Administration régionale Kativik, dont le siège social est situé à Kuujuaq, au Nouveau Québec, a récemment déposé une requête en accréditation visant tout le personnel salarié au sens du Code du travail, soit 70 personnes, dont la moitié sont inuit.

Il s'agit du personnel de secrétariat,

d'agents oeuvrant dans divers services, de conseillers et techniciens spécialisés dans plusieurs domaines, de professionnels, comptables, avocats, ingénieurs, etc.

L'Administration régionale est un organisme constitué en vertu d'une loi spéciale qui découle de la convention de la Baie James. La vocation de cet organisme est de superviser et de donner des services professionnels aux 14 municipalités inuit situées sur le territoire, lesquelles ont chacune un représentant au conseil d'administration régional.

### Ile Perrot

Les six employés de l'usine de filtration d'eau qui alimente les 18,000 résidents de Terrasse Vaudreuil, Notre-Dame de l'Ile Perrot et Pincourt, municipalités sises en banlieue ouest de Montréal, se sont syndiqués à la CSN. Leur syndicat sera affilié à la FEESP.

### Sheraton Centre

Le Commissaire général du travail vient d'accréditer le Syndicat des travailleuses du Sheraton Centre, qui comptait déjà 300 membres, pour représenter les 25 employés de la réception de l'hôtel mont-réalais.

### Caisse pop

Les dix-neuf employées de la Caisse populaire de Saint-Georges-de-Champlain, municipalité sise près de Shawinigan, ont également vu

leur syndicat CSN accrédité par le ministère du Travail. Elles étaient auparavant au local 57 de l'Union des employés de bureau (FTQ).

### Complexe Le Renoir

C'est par une très forte majorité que les 50 travailleuses du Complexe domiciliaire Le Renoir, une résidence pour personnes âgées située à Laval, ont pris la décision de rejoindre les rangs de la CSN et de sa Fédération des affaires sociales.

L'établissement est géré par le Groupe Champlain, également présent dans plusieurs centres d'hébergement du Québec.

### Résidence Saint-Paul

Plus d'un an après en avoir fait la demande, le syndicat représentant les 20 employés de la Résidence Saint-Paul, un autre foyer d'accueil privé pour personnes âgées, a reçu son certificat d'accréditation signé par le commissaire du travail Paul Duffault. Le groupe Investors, propriétaire de l'établissement, a cherché à ce que l'accréditation soit plutôt émise à l'endroit de la compagnie gestionnaire Groupe Ren-Table, ce qui mettait en danger l'existence même du syndicat dans le cas où le contrat de gestion ne soit pas renouvelé.

Rappelons que le personnel d'une trentaine de résidences privées pour personnes âgées est déjà syndiqué à la FAS-CSN.

J.-P. P.

## Le monde et le Québec

Pour ses 28 représentations à l'étranger, le Québec a consacré en 1992-1993 une somme de \$50,2 millions (en hausse de \$4 millions sur l'année précédente). Ceux qui parlent d'un repli frileux font mine d'ignorer qu'environ 400 ententes «internationales» de tous types lient le Québec et qu'elles nécessitent la présence de 430 personnes (109 fonctionnaires et contractuels et 321 «recrutés locaux»).

Ces ententes portent sur la sécurité sociale, sur les droits de scolarité, sur l'accueil de journalistes étrangers, sur l'utilisation d'avions-citernes, sur des jumelages (entre la rivière Dordogne et la Jacques-Cartier, par exemple) et sur bien d'autres domaines. La Convention de Mystic (1990) signale ainsi une volonté de tendre vers «une présence nord-américaine plus marquée dans l'économie mondiale» — et nous avons eu l'ALENA, accord de libre-échange nord-américain. Ont

signé cette déclaration de Mystic, les gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et les premiers ministres de l'Est du Canada, dont celui du Québec.

Plusieurs stages organisés au Québec ou par des équipes de Québécois découlent des sommets de la Francophonie (communication, éducation, juridique et judiciaire, énergie, agriculture et environnement, etc). On rattache ces activités aux affaires «multilatérales», dont le pôle le plus connu est l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

Certaines représentations servent surtout au volet immigration. On peut sans erreur dire que, même si les échanges culturels ne sont pas négligés, ces bureaux ou délégations (il y en a six aux États-Unis) préparent ou accompagnent l'expansion de nos milieux d'affaires. Il y va d'ailleurs du maintien d'environ le tiers de notre PNB. La base de l'orien-



tation du Québec à l'étranger se trouve dans le livre blanc de 1991: *Le Québec et l'interdépendance; le monde pour horizon*. Le chapitre I est consacré à l'économie et fournit la liste des 12 produits les plus exportés du Québec: papier journal, aluminium, matériel de télécommunication, moteurs d'avion, automobiles, pâte de bois, cuivre, avions, instruments de mesure, matériel de bureau, bois d'oeuvre et viande. Fer, amiante et métaux pré-

cieux sont des exportations en régression depuis 1980.

Le ministre John Ciaccia (dont le ministère des Affaires internationales a été fusionné récemment à celui de l'Immigration et des Communautés culturelles) signale fort bien, dans son mot de présentation, les luttes, les drames et les espoirs qui relient entre eux les peuples de la terre. La vision «québécoise» des grands enjeux in-

ternationaux n'est pas à vrai dire myope; elle a le mérite d'afficher son parti pris pour les contacts qui rapportent. Lorsque le bureau de LaFayette, en Louisiane, disparut au profit de celui d'Atlanta, on parlait d'une mesure d'économie. C'est au groupe Desjardins qu'on confie la tâche de former les banquiers du Vietnam. Et vive la civilisation de l'«attaché-case»!

Clément Trudel

## L'aide en question

Régulièrement, des voix s'élèvent pour mettre en doute l'efficacité de l'«aide étrangère». *The Economist* consacre à ce débat quatre pages dans son numéro du 7 mai. Pourquoi le Salvador obtient-il 5 fois plus d'aide que le Bangladesh, qui est 24 fois plus peuplé et cinq fois plus pauvre? On connaît la boutade: les pauvres des pays riches viennent en aide aux riches des pays pauvres. Le débat semble surtout porter sur l'«efficacité» d'une aide que la plupart des agences gouvernementales, telle l'ACDI, sont à réviser.

Sommairement, il s'agit de \$60 milliards de transferts par année. Une partie de l'aide rate sa cible,

disent les critiques. La guerre froide a suscité une aide destinée à «acheter» des allégeances, dit *The Economist* qui cite l'Égypte, la Turquie et le Salvador en exemple. Le magazine semble pencher (comme à Ottawa) vers un ciblage permettant de développer des partenaires commerciaux intéressants à long terme. Langage de marchands. La «générosité» ne sombre pas, mais le Sud verse bien des dividendes au Nord. Combien de sacs de café à exporter pour se payer un tracteur? Toujours plus. Mais il y a du vrai dans ce souci de rationalisation. Au Kenya, 18 modèles de pompe à eau rendent la standardisation quasi impossible! C.T.

## Notable nazi

Bariloche, c'est Banff en Argentine. Depuis près d'un demi-siècle y réside, sous son vrai nom, Erich Priebeke (81 ans), président de l'Association culturelle germano-argentine, laquelle possède un collège huppé. Ancien capitaine des SS, adjoint du chef de la Gestapo Herbert Kappler à Rome, Priebeke admet avoir participé au massacre des Fosses Ardéatines en 1944, soit une bagatelle de 335 Italiens (dont 70 juifs) exécutés pour venger la mort de soldats de la Wehrmacht.

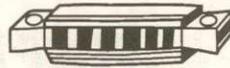
Ce vieillard, que l'on pourrait extraditer, dit qu'un curé, le père Pfeiffer, l'a aidé à fuir l'Italie? Impossible, répond le Vatican, car un marin américain en état d'ébriété a tué l'ecclésiastique le 12 mai 1945. Ce qui ne veut pas dire que d'autres curés n'ont pas couvert de leurs soutanes quelques criminels notoires, devenus des notables dans une Argentine qui semble préférer les procès posthumes au dérangement des notables. C.T.

## Maria Muldaur

Je prends des notes sur les napperons. Je collectionne les



## MUSIQUE



articles de journaux, de magazines et de revues. Je les mets de côté. Je les empile. Je les lirai plus tard. C'est ce que je crois. Puis, c'est inévitable, un jour ou l'autre je nage au beau milieu d'informations plus disparates les unes que les autres. Et je dois faire table rase. C'est toujours comme ça. Mais c'est utile. Ainsi, pas plus tard qu'au début de ce printemps qui se faisait désirer, j'ai retrouvé un article du **Rolling Stone** en date du 18 février 1993... qui accordait trois étoiles et demie (entre bon et excellent) à l'album *Louisiana Love Call* de Maria Muldaur.

Maria Muldaur? En 1979, elle accompagnait le chanteur country Willie Nelson sur le blues *Trouble In Mind*, pièce contenue sur un album double enregistré avec le chef d'orchestre et

pianiste Leon Russel. L'attraction de Maria Muldaur pour la musique louisianaise remonte — c'est elle qui l'écrivit — à 1974. Elle travaillait alors avec **Dr John**, **Mac Rebennack Jr** de son vrai nom, chanteur et pianiste de la Nouvelle-Orléans. «*Louisiane — J'aime cet endroit, son monde et sa musique... J'ai senti la connexion puissante de ses rythmes et de son héritage musical. Le blues, le jazz, des musiques des Caraïbes, du cajun et du créole ont ainsi été mélangés pour créer une musique qui cultive les sens et l'esprit... C'est ce que j'appelle la musique «Bluesiane».*» Pour *Louisiana Love Call*, elle a embauché le chanteur et pianiste **Dr John**, le chanteur **Aaron Neville**, **Charles Neville**, son saxophoniste de frère, **Zachary Richard**, ac-

cordéoniste cajun bien connu sur la pièce titre *Louisiana Love Call*, le guitariste **Amos Garret** et plusieurs autres. C'est un gumbo délicieux, notamment pour ses interprétations de *Second Line*, un hommage au **Professeur Long Hair**, *Best Of Me*, avec **Dr John**, *Cajun Moon*, de **J.J.Cale**, avec **Charles Neville** au saxophone, *Creole Eyes*, *Southern Music*, et plusieurs autres. Tout comme **Emmylou Harris** et **Linda Ronstadt**, Maria Muldaur sait susurrer à l'oreille et comme il se doit les mots Bayous, Louisiana, Magnolia, Melody, Mississippi, I love you...

Michel Crête

*Louisiana Love Call*,  
Maria Muldaur:  
Étiquette Black Top  
C BT 1081.

## En mâle d'orgasme

*Le Mythe de l'orgasme mâle* :  
Un film de John Hamilton.  
Avec Bruce Dinsmore,  
Mark Camacho,  
Miranda De Pencier  
et Macha Grenon.



CINÉMA

La période féministe de la fin des années 70 nous a tous marqués. Particulièrement nous, les mâles alors dans la trentaine. Certains sont devenus plus machos, d'autres ne savent tout simplement plus comment approcher les filles,

sans compter ceux qui sont devenus carrément «roses».

Quinze ans plus tard, tous remettent en question les acquis de cette période, imprégnés des séquelles tant positives que négatives qu'elle a laissées. Les agences de rencontres, les lignes téléphoniques et les petites

annonces font des affaires d'or parce que les relations amoureuses vont au plus mal et qu'on veut sortir du «pattern» habituel.

C'est donc du premier film d'un cinéaste canadien que nous arrive la première vraie comédie sur ce phénomène. En fait, il s'agit du prolongement de nos téléromans où les personnages sont très près de ceux qu'on connaît. Tous reconnaîtront une soeur, un

voisin, un conseiller... Et il y a effectivement le macho, le gène et le «rose»... qu'on trouve au début prétentieux, mais qui nous charment rapidement et nous incitent à rire de bon coeur.

*Le mythe...* a les qualités et les défauts d'un premier film. Le sujet est original et les dialogues savoureux. La mise en scène est inégale et la technique laisse à désirer. Cela reste un petit film atta-

chant qui souligne l'arrivée d'un cinéaste.

Michel Tremblay

P.S. Pour ceux qui auraient apprécié ou manqué l'expérience Pink Floyd, je vous suggère de vous rabattre sur *The wall* de Alan Parker et le spectacle de Roger Waters *Live* en 1990, disponibles en vidéo.



## Tout arrive par le sport

Ayant à faire un commentaire dans une radio communautaire sur la couverture des sports dans les médias, j'avais apporté une première page d'un cahier de *La Presse* où s'étalait dans toute sa splendeur un Patrick Roy quatre couleurs effectuant un arrêt spectaculaire.

En mortaise, en noir et blanc, une planche anatomique, tirée de quelque traité de médecine, où on avait indiqué l'emplacement du côlon et de l'appendice. Le titre, en gros caractères, six centimètres de haut, près de trois pouces, tenait en un seul mot: «APPENDICITE».

Je voulais démontrer non seulement l'importance, à mes yeux exagérée, accordée au sport dans les quotidiens, mais encore expliquer comment cette couverture, quoique trop partisane, n'en est pas moins exemplaire. La preuve: une maladie banale et répandue avait droit à un traitement, c'est le cas de le dire, royal, inusité.

Si le pauvre gardien avait souffert d'un abcès à une dent de sagesse, nous aurions eu droit, sans doute, à un petit cours accéléré de dentisterie.

*La Presse* n'est d'ailleurs pas le seul journal à avoir exploité la douleur de Patrick Roy et l'angoisse de ses fans. J'avais lu le même genre de texte ailleurs. Et je ne suis pas sûr qu'on n'en ait pas profité pour éduquer aussi les téléspectateurs sur tout ce qu'il faut savoir sur ce bout d'intestin qui ne sert habituellement à rien et qui pouvait, semble-t-il, faire la différence entre une coupe Stanley et la honte.

Ce n'est qu'une fois en ondes que je me suis rendu compte que ce que j'avais entre les mains, ce n'était pas le cahier des sports, mais celui de la Santé dont l'autre grand

dossier, dans les pages intérieures, traitait de «la santé mentale, le dur apprentissage de la vie en société».

L'appendice de Patrick Roy, par contre, occupait plus d'une page et demie. Pour expliquer, entre autres, que bourrer un patient d'antibiotiques, comme on l'a fait pour M. Roy, loin d'être une solution, était plutôt un procédé dangereux et, tout compte fait, inutile. «Il est risqué d'imiter Patrick Roy», du moins en ce qui concerne l'appendicite, sous-titrait d'ailleurs *La Presse*.

Mon commentaire était bien simple, et ce n'était pas humeur ou humour. Je trouve, tout bêtement, que si l'on couvrirait le reste de l'actualité comme le sport, en évitant cependant la partialité qui caractérise ce secteur, nous serions bien informés. Avec statistiques, tableaux, commentaires d'experts de toutes tendances. Le tout clair, précis, rigoureux, bien vulgarisé, bourré d'exemples choisis pour intéresser et faciliter la compréhension.

Jacques Guay

Erratum: Dans le précédent article, il fallait lire que les pressions ne s'exerçaient auparavant que sur les rédacteurs en chef et non «ne s'exerçaient pas que sur...» Pelletier et Gagnon étaient des paratonnerres.

## FLASH

JOHNSON S'ACCROCHE...



## Des bâtisseuses

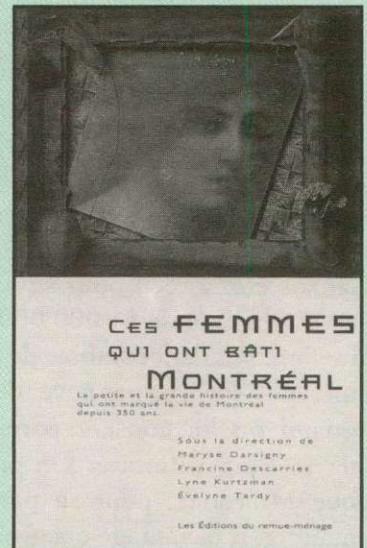
LECTURE

Ces femmes qui ont bâti Montréal

Les Éditions du remue-ménage, 640 pages, \$32,95.

Il fallait le faire!

Présenter côte à côte Jeanne Mance et Francine Grimaldi, Monique Simard et Kateri Tekakwitha; rappeler la place des femmes dans la grève chez Dupuis Frères, en 1952, après avoir souligné l'importance du regroupement des femmes d'affaires, en 1907, au sein de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste; accorder autant d'importance aux reines du burlesque qu'à la Fédération des femmes du Québec.



Mais le procédé finit par tracer le portrait absolument saisissant d'une présence féminine incroyablement riche dans l'histoire de Montréal. On se prend en effet à sauter d'un texte à l'autre, souriant au passage devant la juxtaposition de noms ou d'organismes souvent fort disparates. Mais c'est justement par l'effet de multiplication que le résultat recherché est atteint: les femmes ont pris une grande place dans la construction de cette ville.

Le volumineux ouvrage contient plus de 350 chroniques et est abondamment illustré. Quelque 150 collaboratrices ont mis la main à la pâte pour présenter ce document aisé à lire et à consulter.

Lucie Laurin



# La grande collecte

**J**e reviens toujours sur ce point: lisons les journaux, lisons les journaux! Les journalistes de l'imprimé ramassent beaucoup d'informations que la télévision, aussi rapide que sommaire, oublie, néglige ou rapporte superficiellement. Les journalistes de l'écrit vont dans les coins, examinent, sortent les détails, et surtout, l'écrit donne le temps de regarder de près ce qu'on raconte. Le lecteur peut revenir sur ce qu'il a lu, prendre le temps de remarquer ce qui est dit, tandis qu'à la télévision, on a à peine le temps de voir passer la nouvelle. Pour comprendre la politique, en tout cas, il est très important — il est indispensable — de lire.

Il n'est pas indifférent de savoir, par exemple, que bien des politiciens à la retraite «donnent» maintenant leurs paperasses à l'État et reçoivent en retour une mine d'or. Sous forme de crédits d'impôt! Pierre Elliott Trudeau, par exemple, qui n'est pas à pied et ne l'a jamais été, a reçu pour sa part un crédit d'impôt de \$1,000,000... Un million! Pendant combien de temps un type peut-il ne pas payer d'impôt quand on lui consent pareil crédit?... Pour l'éternité? On prétend que Mulroney, pour sa part, demanderait davantage encore!

C'est devenu une mode, un abri fiscal invraisemblable, une source éhontée de profit sur l'État, un négoce: pendant les années où tel individu est député, ministre, premier ministre, il n'a qu'à accumuler des papiers, correspondance partisane ou personnelle, mémos, notes, photos, documents de toutes sortes, etc., pour «donner» (vendre) ensuite le tout à

l'État moyennant tant, après avoir été rétribué souvent grassement pendant toutes ces années et jouir au surplus d'une retraite considérable, payée elle aussi avec votre argent et le mien.

Voici pourquoi j'insiste sur l'importance des journaux. Sur ces questions, le journaliste Gilles Normand, dans *La Presse* du 8 avril, ne s'arrête pas là. Pour ce qui est des politiciens du Québec même, les boîtes de documents s'accumulent aux Archives nationales à Québec. Ryan, 300 boîtes. Albert Côté, 110 boîtes. Lise Bacon, plus raisonnable, seulement 55 boîtes. Marc-Yvan Côté, qui sait compter,...1,200 boîtes! Le gros lot! Un camion lourd sera-t-il nécessaire? D'autres noms figurent dans la liste, sans mention du nombre de boîtes: Robert Bourassa, Gil Rémillard, Cannon, Dutil. Enfin, le journaliste mentionne que d'anciens ministres péquistes ont eux aussi «donné» leurs documents aux Archives nationales contre des crédits fiscaux,

mais il ne mentionne pas de noms.

Le prix des documents serait de 500\$ le mètre, selon toutefois la «valeur» des documents.

L'intéressé signe ce que Gilles Normand appelle des «conventions» avec l'État et le tour est joué. Marc-Yvan Côté, qui ne passe pas pour se traîner les pieds, a déjà signé la sienne, selon le journaliste. Et Rémillard aussi.

Côté, toujours sublime, déclare qu'il n'a pas remis ses 1,200 boîtes aux Archives dans le but d'en tirer un crédit d'impôt...

Mais voici le clou. Côté ajoute que personne n'aura le droit de consulter ces paperasses sans son autorisation. Bourassa exige d'ailleurs la même chose. Des archives privées, une fois payées à prix fort par le public, ne deviennent donc pas publiques? Qui pourra les consulter? C'est simple: elles seront publiques pour les uns, privées pour les autres. Peut-être même: publiques pour personne!



GARVOTTE



## Deux histoires courtes

### Voyages organisés

Depuis le temps que les forces occultes fédérales, préposées aux basses oeuvres d'infiltration et plus ou moins montées sur leurs grands chevaux, ne se sont pas promenées en mission secrète dans les pâturages québécois, on commençait dans certains milieux à s'ennuyer royalement.

Serions-nous devenus davantage insouciantes?

Ou, encore, les budgets fédéraux consacrés aux travaux de sabotage ont-ils été réduits comme les autres, conséquence de la crise des finances publiques? Toujours est-il que depuis les épisodes Boivin et Morin, les travaux des taupes et autres rats du genre ne sont pas remontés à la surface.

Fini, semble-t-il, le temps où, comme chez Steinberg, on mettait sur le dos de grévistes des bombes déposées par des agents Samson. Fini aussi, le temps où des agents provocateurs amateurs de musique incendiaient des granges de jazz libre. Finie cette époque où on s'intéressait de si près aux listes de membres du Parti québécois qu'on allait jusqu'à les consulter de nuit, par effraction, et qu'on les rapportait au poste pour s'en faire des copies que les ministres fédéraux lisaient avant de s'endormir.

Fini, ce temps?

Pas si on en croit le député libéral fédéral John Nunziata. Visiblement, le monsieur tient à passer à une seconde étape. On n'en serait plus aux petites excursions nocturnes et à l'implantation d'agents doubles dans les syndicats ou les groupes populaires. C'est rien de moins que des voyages organisés chez les séparatistes du Québec qu'il a exigés récemment du commissaire en chef de la RCMP.

Surveillons la 401.

Avec les restrictions budgétaires, c'est peut-être en autobus, déguisés en agents secrets, que la police montée va nous envahir. Avec des Romanow, Harcourt, Irwin pour les chauffer, au sens propre du terme.

### La paille, la poutre

Dans certains pays où on a depuis longtemps perdu le sens de l'humour — si tant est qu'on l'y a déjà eu —, il arrive qu'on coupe la main d'un voleur et qu'on lapide la femme adultère. Il y en a qui n'entendent pas à rire.

Les USA viennent d'être frappés par une de ces crises récurrentes, de nature médiatique bien souvent, qui n'en demeurent pas moins révélatrices de la qualité du regard que l'Empire porte sur le monde extérieur.

Un ressortissant américain condamné récemment pour vol à Singapour y a subi quatre coups de canne sur le dos. Pressé de questions par les journalistes affectés à la Maison-Blanche,

le président Clinton s'en est fortement ému.

«C'est une erreur d'agir de la sorte», a-t-il déclaré pendant qu'ailleurs, devant les caméras, on faisait publiquement la démonstration de la cruauté de ce châtiment.

Les coups de canne, ce ne doit pas être drôle. Mais les remontrances présidentielles auraient plus de poids et seraient plus crédibles si elles n'étaient le fait du chef du dernier pays occidental à recourir allègrement à la peine de mort. Et cela sans remords, ni individuels, ni collectifs.

Il n'y a plus aucun pays occidental en effet, hormis les USA, à se livrer officiellement à cette pratique barbare du meurtre institutionnel. La paille de l'un, la poutre de l'autre.

Il y a tout juste quelques jours, à Seattle, on s'inquiétait du sort d'un condamné qui serait pendu. En raison de son poids, 400 livres, on craignait que la pendaison ne finisse en décapitation. Autrement dit, non seulement fallait-il qu'il meure entre les bras de l'État vengeur, mais il on aurait voulu en plus qu'il fasse un beau mort.





BON ÉTÉ QUAND MÊME!! ...

MOÛ,  
JE N'ENGRAISSE  
QUE LES GROSSES  
LÉGUMES  
PARCE QUE JE  
M'Y CONNAIS  
EN  
« FUMIERS »!

MOI, JE  
PRÉPARE  
LE TERRAIN...  
JE M'ATTAQUE  
AU « R.O.C. »!  
(REST OF  
CANADA)



CETTE FOIS,  
SI MA  
SALADE N'EST  
PAS CRUE...  
MOI,  
JE SUIS  
CUI!

QUANT  
À MOI,  
J'AI BEAU  
COUPER...  
... L'ÉTAT N'A  
JAMAIS ÉTÉ  
AUSSI  
FAUCHÉ!

